

# axelle

MAI 2020 / N°229

REPORTAGE EN INDE

**LES VICTIMES  
DU « TRAFIC  
D'ÉPOUSES » SE  
FONT ENTENDRE**

LE TRAVAIL GRATUIT

DES FEMMES

**Rencontre avec  
Maud Simonet**

**DOSSIER**

*Toilettes pour  
femmes*

**Grandes discriminations au petit coin**

# SOMMAIRE

## 🕒 ACTUALITÉS

- 4 ET PUIS QUOI ENCORE ?
- 6 DANS L'ŒIL D'AXELLE
- 8 BRÈVES SPÉCIALES CORONAVIRUS
- 11 BRÈVES D'ICI ET D'AILLEURS

12

## DOSSIER

Toilettes pour femmes  
Grandes discriminations au petit coin

## ► MAGAZINE

- 19 REPORTAGE | Inde: les victimes du « trafic d'épouses » veulent se faire entendre
- 23 INTERNATIONAL | Les Mexicaines veulent tout casser pour protester contre les féminicides
- 25 ÉCONOMIE | Maud Simonet: « Les solutions qu'on nous propose aujourd'hui sont des formes de travail gratuit »
- 28 RENCONTRE | Justine Masseaux révèle la « maternité impensée »
- 31 VUES DE FLANDRE | Criez plus fort!
- 32 LA CHRONIQUE BENOÎTE DE BENOÎTE BENNETT

## ✨ CULTURE

- 33 MUSIQUE | Clara Ysé
- 34 AGENDA CONFINÉ
- 35 CINÉMA | Papicha
- 36 À LIVRE OUVERT | Mirion Malle: « Il est très difficile de parler de dépression »
- 38 BOUQUINS

## ▣ EN PRATIQUE

- 40 ELLES SONT PARTOUT | ADIF Infor-Femmes
- 41 NOS DROITS | Pas d'accord avec la décision du CPAS. Que faire ?
- 43 BRICOLAGE | Comment poser une mosaïque murale ?
- 45 BRÈVE
- 46 JEU-CONCOURS
- 47 L'HISTOIRE AVEC UN GRAND ELLES | Élisabeth Báthory



## FENÊTRE SUR COUR CONFINÉE

Cette photographie a été prise en Italie pendant le confinement. Il est 20 heures, et comme chaque jour à ce moment précis, dans un élan de solidarité avec le personnel soignant, les applaudissements fusent depuis les fenêtres italiennes, mais aussi belges, françaises... Un instant collectif précieux, rare, dans ces moments d'isolement. Mais pour les professionnelles de la santé que nous avons rencontrées, en première ligne dans la lutte contre la pandémie du Covid-19, il faut surtout se poser des questions politiques: selon elles, même avant l'apparition du virus, les conditions de travail dans les hôpitaux étaient devenues inhumaines, mettant les patient-es en danger. Aurélie, infirmière, nous confie dans un article à lire sur notre site web: « Je vois les gens qui applaudissent à 20h. On nous qualifie de "héros". Je veux dire que je ne suis pas une héroïne. Je veux simplement faire mon métier dans des bonnes conditions de travail. On avait prévu une grande manifestation pour la santé le 29 mars, elle a évidemment été annulée. J'espère que lorsqu'on pourra l'organiser à nouveau, on verra bien plus de gens avec nous, dans la rue. »

axelle

111, rue de la Poste – 1030 Bruxelles  
Tél: 02/227 13 19  
axelle@skynet.be – www.axellemag.be  
www.facebook.com/axellemagazine

RÉDACTRICE EN CHEF: Sabine Panet.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION:  
Stéphanie Dambroise.

ÉDITRICE RESPONSABLE: Anne Boulvin.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES:  
lorsqu'elle est indiquée, la mention « CC »  
fait référence aux licences « Creative  
Commons » dont les détails sont  
disponibles ici:  
<https://creativecommons.org/choose>

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO:

Sarah Benichou, Pauline Bock, Caroline  
Bordecq, Odile Brée, La bricoleuse, Cécile  
Calla, Florence Cols, Stéphanie Dambroise,  
Fanny Declercq, Vanessa D'Hooghe, Alexia  
Eychenne, Laurent Hazgui, Irène Kaufer,  
Véronique Laurent, Manon Legrand, Jean  
Mouzet, Sabine Panet, Charles Perragin,  
Aline Rolis, Camille Wernaers.

PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE:  
© Imago



vie féminine

axelle magazine est édité  
par Vie Féminine,  
Mouvement féministe  
d'action interculturelle  
et sociale.  
[www.viefeminine.be](http://www.viefeminine.be)

Il est réalisé par une rédaction spécifique  
au sein du mouvement, ainsi que par des  
journalistes indépendant-es.

Notre magazine fait exister les femmes  
dans la grammaire et dans le vocabulaire.  
Plus d'infos sur nos pratiques linguistiques:  
[www.axellemag.be](http://www.axellemag.be)

# RECOUDRE L'AVENIR

**C**omme l'analyse la journaliste Manon Legrand dans notre article « Quand les femmes s'arrêtent, les masques tombent » (à lire sur [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be)), tout notre pays bat au rythme des machines à coudre. Mais, alors que les femmes font vrombir leurs machines, l'amertume assombrit leur grand cœur.

Les femmes sont touchées de plein fouet par la pandémie du Covid-19 qui a fait basculer nos vies en quelques semaines. Certaines sont malades, d'autres ont perdu la vie – et nos pensées sont avec elles et avec leurs proches. D'autres encore sont concernées parce qu'elles prennent soin des autres, professionnellement ou non. Et, apparent paradoxe, c'est à elles qu'on demande de faire don, une fois de plus, de leur temps, de leurs talents. C'est à elles qu'on demande de diriger leur dévouement, prenant des risques pour elles-mêmes et pour leurs proches, vers les personnes malades, isolées, vers les enfants, vers la confection de masques, de blouses... C'est à elles qu'on demande de rafistoler une société malade. Ce n'est pas faute d'avoir prévenu.

Le soin aux autres, ce n'est pas une affaire privée, cela devrait être le rôle central d'une société. À l'opposé de la recherche du profit pour quelques-un-es: le bien-être pour tous-tes. Aux antipodes d'un système inégalitaire: un projet collectif où l'on place la vulnérabilité au cœur, où l'on fait bouger la marge au centre, pour reprendre les beaux mots de la féministe américaine bell hooks, citée par la sociologue Maud Simonet dans l'entretien qu'elle nous a accordé sur le thème, terriblement actuel, du travail gratuit des femmes (rendez-vous p. 25).

Mais en essayant de résumer le sentiment de colère qui habite nombre d'entre nous, je dois aussi embrasser la puissance créatrice, reconstructrice, qui est à l'œuvre dans cette situation de crise. Les

solidarités qui se nouent, ou celles qui sont rendues visibles par la soudaine rupture que nous traversons. Les idées qui fusent. Les projets qui se montent, dans la proximité, dans l'échange, dans la reconnaissance du rôle essentiel des professions et des tâches de soin.

Il va nous falloir être très fortes, et très soudées. Visualiser mentalement la société à laquelle nous rêvons, inspirer profondément et fourbir nos stratégies de lutte collective. Car il est là, l'affrontement. Dans l'arène politique. Pas dans la lutte contre la pandémie – à l'inverse: on ne viendra à bout du coronavirus qu'en s'occupant attentivement les un-es des autres... Préparons-nous donc, car nous allons traverser un backlash très puissant, la remise en question de nombreux droits, d'acquis démocratiques et la négation même des origines de la crise, la prédation capitaliste, l'exploitation frénétique du vivant, les échanges inégalitaires à l'échelle planétaire. Il faut nous opposer, de toutes nos forces, aux solutions aveugles qui ne tirent pas les leçons de cette tragédie annoncée. Puisse dans le féminisme, massivement, urgemment. C'est le moment de changer de monde. ●

SABINE PANET



© OVNI

## AXELLE SUR LE WEB

**Exclu web:** une fois par mois, *axelle* prend une personnalité belge par la main, pour la connaître... sur le bout des doigts. Ce mois-ci: la comédienne, metteuse en scène et autrice **Geneviève Damas**  
[Rendez-vous sur axellemag.be](http://www.axellemag.be)

### ABONNEMENT

Pour vous abonner, il suffit de faire la demande par écrit, téléphone ou mail. Référez-vous au talon page 45.

**Abonnement d'un an Belgique:** 29 € pour 10 numéros (8 numéros mensuels, 1 numéro double hors-série janvier-février, 1 numéro hors-série juillet-août).

**Étranger:** Europe 64 €, hors Europe 78 € (la différence de prix avec la Belgique est due aux frais postaux).

**Compte:** BE13 7755 9620 2639 de Vie Féminine (BIC: GKCCBEBB).

**Infos:** Adwoa Oppong, 02 227 13 22 ou par mail: [abonnement@axellemag.be](mailto:abonnement@axellemag.be)

Vous pouvez aussi, sur simple demande, recevoir ou faire parvenir à quelqu'un-e un exemplaire d'*axelle* gratuitement, sans engagement. Si vous êtes membre de Vie Féminine, vous recevez automatiquement tous les numéros d'*axelle*.

### AFFILIATION

En devenant membre de Vie Féminine, vous soutenez un mouvement féministe, vous bénéficiez de tarifs avantageux pour des activités et des publications

du mouvement, et vous recevez tous les numéros d'*axelle* (voir p. 48).

**Cotisation:** 24 € par an.

**Compte:** BE33 7775 9958 3146 de Vie Féminine (BIC: GKCCBEBB).

### COURRIER DES LECTRICES:

*axelle*, courrier des lectrices  
111 rue de la Poste – 1030 Bruxelles  
[axelle@skynet.be](mailto:axelle@skynet.be)

Les courriers anonymes ne sont pas pris en considération.

**Publicité:** Publicarto (053 82 60 80)  
Magazine publié sans but lucratif.

Les annonces publicitaires n'engagent que leurs auteur-es.

### CONCEPTION GRAPHIQUE:

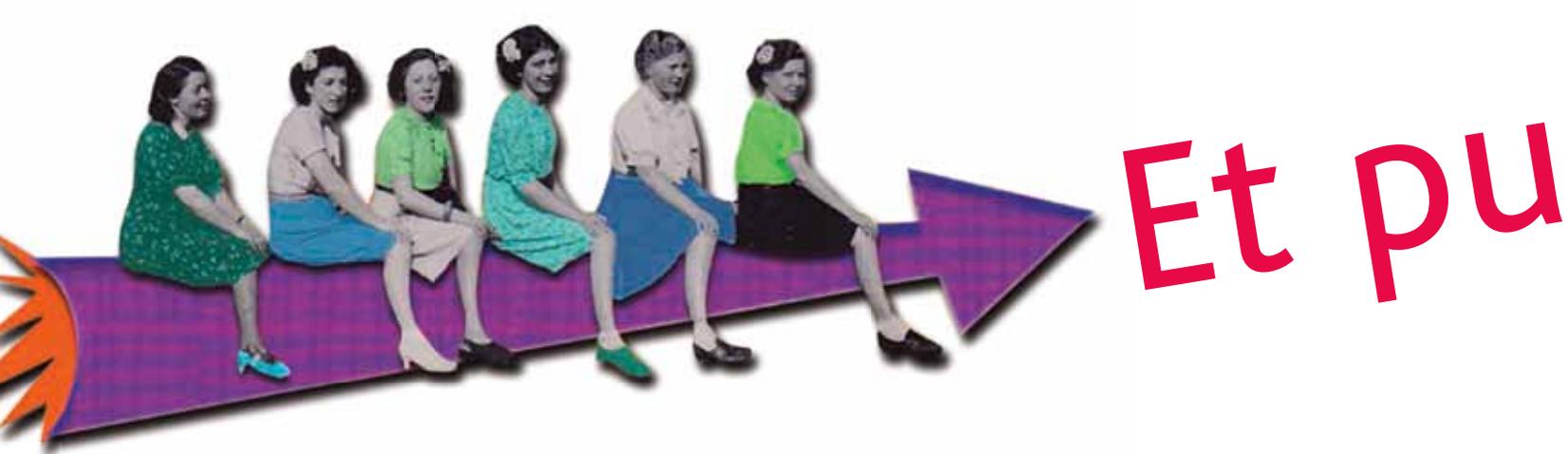
Cécile Crivellaro, Emmanuel Troestler, Françoise Walthéry.

### MISE EN PAGES:

Cécile Crivellaro.

**IMPRESSION:** Hayez.





## ☀ « Présomption de culpabilité »

Décidément, pour dire des énormités, il vaut mieux s'y mettre à cent. Et se dire « féministes » pour dénoncer d'autres féministes, c'est le succès assuré. Après la tribune pour le « droit d'importuner » (dite « tribune Deneuve »), voici une carte blanche signée par cent avocates, abondamment partagée sur les réseaux sociaux, pour s'inquiéter de la « présomption de culpabilité » qui pèserait désormais sur les malheureux accusés d'agressions sexuelles et ne pouvant se défendre, à cause de (ou grâce à) la prescription, qui est par ailleurs ardemment défendue. La lettre fait suite à l'« affaire Polanski », à

savoir les manifestations contre l'attribution de Césars au cinéaste accusé de viol par plusieurs femmes (dont certaines mineures à l'époque des faits). Une « présumée culpabilité » qui le confine dans sa villa suisse, ce qui reste quand même sans rapport avec le bain où a été enfermé le capitaine Dreyfus auquel il a osé se comparer (et qui, lui, était totalement innocent). Alors que, pour rappel, Polanski a été condamné en 1977 pour « détournement de mineure » avant de fuir les États-Unis afin d'échapper à un procès pour viol.

## ☀ Sexisme ordinaire au temps du Covid-19

Vu sur Twitter, sans commentaire.  
 « Dernièrement, un client m'a dit devant la vitre de plexiglas: "Ah vous êtes devant une vitrine maintenant, vous prenez combien?" »  
 (Anaïs, caissière de 21 ans).

## ☀ « Présomption de culpabilité »

Sur la chaîne C8, le « professeur Saldmann », médecin ultra-médiatique dont les livres se vendent à des centaines de milliers d'exemplaires, est venu le 7 mars alerter sur une espèce en danger: la libido des hommes, « hommes » étant pris ici dans son sens premier de « mâles ». Afin de la préserver, les femmes sont invitées à éviter des conduites qui mettent en péril ce bien si précieux. Par exemple, ne pas faire le ménage en survêtement; passer la serpillière en mini-jupe, talons aiguilles et décolleté plongeant est au contraire hautement recommandé. Autre découverte fondamentale: éviter de pleurer, car « on s'est aperçu que tout simplement ça crée chez l'homme une chute de la libido importante », même si la science n'est pas encore en état d'expliquer la relation de cause à effet. Présente sur le plateau, l'actrice Pascale Arbillot demande: « Et si les hommes pleurent, pour les femmes, ça fait quoi? » Réponse cinglante: « On l'a pas étudié. » C'est vrai quoi, quelle drôle de question: d'une part, on sait que les hommes ne pleurent jamais, et d'autre part, on ne va quand même pas perdre son temps en se questionnant sur la libido des femmes.

## ☀ Ces folles DE FÉMINISTES

« Comment les féministes sont devenues folles. Elles censurent notre culture, insultent la police, fantasment le "patriarcat", s'assoient sur la présomption d'innocence, dégradent la langue française, préfèrent le foot féminin, demandent l'égalité aux WC, cassent l'ambiance en soirée... » Voilà ce que le magazine très à droite Valeurs actuelles reproche à ces « Féministes devenues folles », qu'il met en couverture de son numéro du 12 mars. Et il est vrai que vouloir « s'asseoir » sur la présomption d'innocence plutôt que sur les WC exige une certaine dose de folie... Des internautes se sont emparées de l'idée pour proposer des fausses couvertures avec des alternatives: « Comment les masculinistes sont devenus fragiles » ou encore « Comment faire taire tous ces vieux mâles dominants? » Plus subtil, le sexisme de Paris Match qui, la même semaine, met en couverture la chanteuse Angèle, qu'il qualifie de « subversive mais pas agressive ». À quoi Angèle a rapidement réagi, avec colère et ironie sur Instagram: « Oulala heureusement que je ne fais pas partie des VILAINES féministes VIOLENTES et HYSTERIQUES. Parce que OK, on l'ouvre, mais en restant jolies et polies hein. »

# is **QUOI** encore ?

**L'actualité qui nous révolte**  
PAR IRÈNE KAUFER

## ☀ **PAS DE FEMMES, PAS DE HARCÈLEMENT**

L'affaire a fait grand bruit : l'avocat Sven Mary, très médiatisé en Flandre, a déclaré ne plus vouloir engager de femmes dans son cabinet, afin d'éviter tout « incident » lié au mouvement #MeToo. Lui qui connaît bien la loi se dit serein contre toute plainte éventuelle pour discrimination. L'idée pourrait faire des émules, ou même donner lieu à des applications plus larges ! En effet, pas de femmes, pas de harcèlement ; on leur interdirait tout simplement l'accès à la rue, comme au cabinet de maître Mary, pour éviter tout « incident ». Pas de risque de traumatisme : il suffirait de prolonger un confinement auquel elles auraient eu tout le temps de s'habituer.

## ☀ **Privilège de classe**

Lorsque l'alerte sera passée, il faudra tirer des enseignements de ce que les situations de crise signifient d'un point de vue de genre : inégalité de répartition des tâches domestiques et de prise en charge des enfants, risque accru de violences conjugales, importance du secteur du « soin » dans un sens large, métiers et fonctions surtout occupés par des femmes. Mais il y aura aussi une analyse à faire en termes de classe : non seulement en ce qui concerne l'accès ou non au télétravail, mais aussi à la manière de vivre le confinement obligé, selon que l'on habite une maison avec jardin ou un trois-pièces à partager en famille... On appréciera alors à leur juste valeur les états d'âme de certain-es privilégiés qui partagent leur « journal du

confinement » en s'exaltant du lever du jour à la campagne, du charme des villes désertées, du temps laissé pour la création... Des témoignages pris à partie par Brain Magazine : « *Contempler l'horizon est un privilège de classe. Il l'a toujours été, mais c'est d'autant plus flagrant aujourd'hui. Rien que vos photos ont un petit goût de porno, d'obsène, pour tous ceux dont la vue pour ces prochaines semaines va se résumer à une cour intérieure ou à l'immeuble d'en face.* » Ou encore par cette banderole déployée dans une rue en Espagne : « *La romantisation de la mise en quarantaine est un privilège de classe.* »

## ☀ « **Petites connes** »

En France, des députées ont voulu réagir avec humour contre le projet de réforme des retraites qui impactera encore plus gravement les femmes. Certaines d'entre elles ont improvisé une chorégraphie – très en vogue dans les manifs contre le projet –, en bleu de travail, un bandeau rouge à pois blancs, des gants de ménage jaunes, inspirées par l'image de « Rosie la riveteuse » devenue un symbole de l'émancipation des femmes, avec son slogan « We can do it ! » Un mode de protestation qui a déplu au député Meyer Habib (UDI), qui les a traitées sur un réseau social de « petites connes ». Il faut croire que l'insulte sexiste ne contrevient guère aux « valeurs de la République », dont le Parlement devrait être le premier garant.

---

## **Et vous, qu'est-ce qui vous révolte ?**

Vous voulez faire savoir aux autres lectrices d'*axelle* ce qui vous indigne dans notre monde sexiste, raciste et capitaliste ?

Écrivez-nous à **axelle magazine**,

**Et puis quoi encore ?**

111 rue de la Poste – 1030 Bruxelles

ou à **axelle@skynet.be**



Illustration: Diane Delafontaine

# DANS L'ŒIL D'AXELLE



Abreuvée d'images, axelle choisit de décaler son regard et sélectionne chaque mois un instantané oublié de l'actualité.



## 80 ANS, ET ALORS ?

**V**alentina Fyodorova, 80 ans, est la capitaine d'une équipe senior de hockey féminin du village de Bereznik, dans la région d'Arkhangelsk, au nord-est de la Russie. Elle est l'ancienne directrice de l'école et la plus ancienne membre de « Ustyanochka », une équipe composée de femmes dans la cinquantaine et la soixantaine qui s'entraînent trois fois par semaine au gymnase et sur la glace. « C'était un peu effrayant au début, mais quand nous avons commencé à jouer, nous avons tout oublié. Nous avons oublié notre peur et que nous sommes vieilles », a expliqué le 5 mars à l'agence Reuters Valentina Fyodorova, qui a appris à patiner à 79 ans. « Elle montre l'exemple. En patinant et en jouant au hockey, elle montre que même à cet âge, vous pouvez tout faire », a déclaré à Reuters Maria Onolbayeva, une ancienne joueuse de l'équipe nationale russe et olympienne qui entraîne l'équipe de Valentina Fyodorova.

Sur son maillot rouge, Valentina Fyodorova porte fièrement le numéro 80. Ce n'est pas un femmage à l'une des grandes joueuses de hockey de la Russie, il s'agit d'une référence à son âge. Comme toutes ses coéquipières, elle porte son âge sur le dos. « Nous sommes des personnes âgées. Nous ne sommes pas gênées de montrer notre âge. Laissez tout le monde le voir », a-t-elle encore déclaré.

Lorsqu'elle a commencé le hockey, Valentina Fyodorova a d'abord eu peur de tomber et de se blesser, mais elle s'est progressivement sentie plus forte et plus confiante sur ses patins. Elle espère désormais continuer longtemps. « Après avoir joué sur la glace, on a l'impression d'avoir beaucoup plus d'énergie. Vous vous sentez plus légère. Vous ne ressentez pas du tout ces 80 ans », a précisé celle qui trouve aussi la force de présider le conseil du village.

La plus ancienne photo de femmes jouant au hockey sur glace date de 1890 ; elle a été prise au Canada. Dans ce pays, plusieurs équipes féminines ont vu le jour entre 1900 et 1933. La Deuxième Guerre mondiale a mis fin à ces activités et il faudra attendre 1960 pour que les femmes puissent s'investir à nouveau dans ce sport. Le hockey féminin intègre les Jeux olympiques d'hiver lors des Jeux de Nagano, au Japon, en 1998. Ce sport, considéré comme « violent », est encore largement perçu comme masculin. (C.W.) ●

11 mars 2020. Valentina Fyodorova, 80 ans (à gauche), est la capitaine d'une équipe senior de hockey féminin du village de Bereznik, dans la région d'Arkhangelsk, au nord-est de la Russie.

© Alexander Demianchuk/TASS/Sipa USA

# CORONAVIRUS : PARTOUT, LES FEMME ET PARTOUT, LES FEMMES AGISSENT

Pour un magazine mensuel comme *axelle*, qui nécessite plus d'un mois de travail avant sa parution, c'est un défi d'arriver à coller à l'actualité. Mais le coronavirus (Covid-19) a fait brutalement basculer nos vies. Il nous a semblé nécessaire de poser nos lunettes journalistiques et féministes sur cet événement majeur. Nous avons donc publié très régulièrement des articles sur notre site internet : voici des extraits de certains d'entre eux. Pour découvrir les autres et vous tenir informé-es des nouvelles publications, rendez-vous sur [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be) !

## 🎯 SI LES FEMMES S'ARRÊTENT, LES MASQUES TOMBENT



CC Anestiev Pixabay

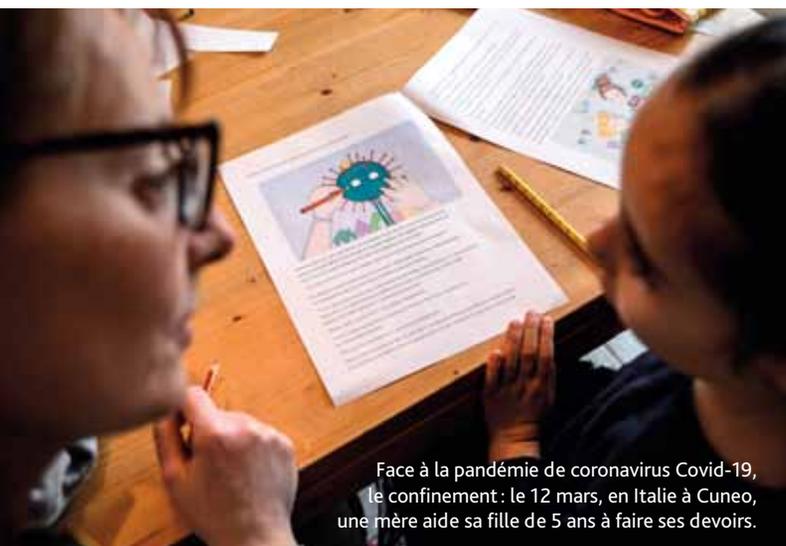
**BELGIQUE.** Ces dernières semaines, le pays bat au rythme des machines à coudre. Des groupes de solidarité ont vu le jour, de Bastogne à Nieupoort, dans la foulée de l'arrivée du Covid-19 et de la pénurie de masques. Philine, étudiante en costumes de spectacle, engagée depuis que la Région de Bruxelles a lancé un appel à la confection de masques, témoigne : *« Je sais que c'est la chose à faire, parce que des gens dehors en ont besoin, et puis on se dit qu'on fait ce qu'on peut en étant enfermés. Mais je trouve ça extrêmement rageant que ce soit la meilleure solution trouvée par les gouvernements belges : recourir à du travail non qualifié, non payé, sans aucun contrôle sanitaire, après avoir rogné le budget de la santé au fil des ans. »* Pour ne pas oublier tout ce travail gratuit une fois la crise passée, Annabelle, couturière professionnelle, suggère que les couturières comptent, non plus leurs masques, mais leurs heures, via le hashtag *#jecomptemesheures*. *Manon Legrand.*  
À lire en intégralité sur [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be) ●

## 🎯 DES MESURES POUR DE FEMMES CONFINÉES

**ARGENTINE.** Depuis le début de la quarantaine, l'exécutif argentin a multiplié les mesures pour prévenir l'augmentation dramatiquement prévisible des violences conjugales. Les fonctionnaires dédiés aux violences sexistes, considérées comme un « secteur prioritaire », sont restés sur le pont. La ligne téléphonique gratuite a continué à fonctionner 24h/24. Analía Monferrer, du Bureau des violences domestiques, où une équipe de professionnels continuait à assister les victimes, nous expliquait : *« Quand vous êtes obligée de vous rendre à une antenne de défense des femmes en pleine quarantaine, c'est que votre situation est très grave. »* La Cour suprême s'est donc mise aux audiences par vidéoconférence. La copie certifiée

d'une mesure de protection peut être transmise numériquement au commissariat, afin d'éviter aux femmes de se déplacer. Les mesures d'interdiction d'approche ou de contact qui devaient expirer pendant le confinement ont été automatiquement prolongées pour éviter aux femmes d'avoir à les renouveler en personne. Les plaintes déposées pourront être communiquées par mail ou même par WhatsApp. Enfin, en plus des refuges déjà existants, la ville de Buenos Aires a mis à disposition des « maisons de proximité » – 145 places en tout – pour accueillir les cas les plus urgents. *Jean Mouzet et Charles Perragin.* À lire en intégralité sur [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be) ●

## 🎯 « L'URGENCE A AMPLIFIÉ LES INÉGALITÉS ET LES OPPRESSIONS »



Face à la pandémie de coronavirus Covid-19, le confinement : le 12 mars, en Italie à Cuneo, une mère aide sa fille de 5 ans à faire ses devoirs.

© Marco Bertorello/AFP

**ITALIE.** « Tout le monde n'est pas égal face à la quarantaine », prévient Carlotta Cossutta, militante au sein du mouvement féministe Non Una Di Meno à Milan. Les centres d'accueil de victimes de violences ont dû fermer leurs portes à cause de la quarantaine. « Des femmes se retrouvent confinées avec des partenaires violents, parfois sans pouvoir s'isoler pour appeler à l'aide », analyse Carlotta Cossutta. L'urgence amplifie les inégalités et les oppressions dont les femmes sont déjà victimes. C'est important de les mettre en lumière. » Les militantes interrogées par axelle pointent aussi d'autres risques, comme celui du manque d'accès à l'avortement, structurel en Italie, renforcé par la crise. Illustration : sur les cinq établissements autour de Codogno, premier foyer du virus en Lombardie – la région italienne la plus touchée par l'épidémie –, seul un assure les avortements. Et encore, il a suspendu les avortements médicamenteux. Caroline Bordecq. À lire en intégralité sur [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be) ●

## 🎯 INFIRMIÈRES FACE À LA CRISE SANITAIRE

**BELGIQUE.** Les femmes constituent les premières lignes face à la crise du coronavirus. Dans le personnel soignant, cette réalité est très concrète : elles sont majoritaires parmi les aides-soignant-es à domicile (98 %), en institution (91,1 %) et parmi le personnel infirmier (91,8 %). « C'est d'ailleurs parce qu'ils sont occupés par des femmes que ces métiers sont sous-valorisés. Il y a très peu d'avantages, rien n'est fait en notre faveur », explique Aurélie, infirmière à domicile. Mélissa, infirmière dans une unité de soins intensifs dédiée aux patient-es Covid-19 au sein d'un hôpital de la Région wallonne, dresse un constat amer : « Il y a une maltraitance institutionnelle qui est liée aux coupes budgétaires. On ne peut pas donner des soins de qualité, on met les gens en danger. » Selon les deux infirmières, la pandémie agit comme un révélateur de ces réalités de travail auprès de la population. « On était au bord du gouffre, et maintenant cela se voit. On le demande depuis plus d'un an : il faut plus d'argent pour les soins de santé ! Les gens sont formidables et nous contactent pour nous remercier, pour témoigner de leur solidarité. Ce n'est pas normal que l'on fasse appel à leurs dons pour acheter des respirateurs après avoir coupé dans le budget, s'insurge Aurélie. On avait prévu une grande manifestation pour la santé le 29 mars, elle a été évidemment annulée. J'espère que lorsqu'on pourra l'organiser à nouveau, on verra bien plus de gens avec nous, dans la rue. »

Camille Wernaers. À lire en intégralité sur [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be) ●



© La Santé en Lutte

## 🎯 VIOLENCES MASCULINES EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

**BELGIQUE.** En Belgique, les associations de terrain ont adapté leurs services pour rester au plus près des femmes malgré les mesures de distanciation sociale. C'est le cas de Vie Féminine qui a reçu l'autorisation de la Région wallonne pour effectuer des permanences sociales et juridiques par téléphone, alors que cela n'est pas possible en temps normal. Ces permanences ont également désormais lieu le week-end. Fatima Ben Moulay, responsable adjointe à Vie Féminine Charleroi, indique : « Habituellement, les femmes [victimes de violences] arrivent à se ménager des bulles d'air, par exemple en allant chercher les enfants à l'école ou quand le mari travaille et qu'il n'est pas au domicile. Ce n'est plus possible. » Fin mars, Anne, une femme victime de violences, nous confiait en effet sous couvert d'anonymat : « Avec le confinement, j'ai peur d'être à nouveau violentée. J'ai peur qu'il me blesse fort, que je tombe mal par exemple, c'est déjà arrivé, et qu'il me laisse là, par terre. Personne ne viendra me chercher et m'aider. Il confisque aussi souvent mon téléphone. »

Camille Wernaers. À lire en intégralité sur [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be) ●



Collage féministe pour dénoncer les violences faites aux femmes. Paris, le 8 mars 2020.

© Mathieu Menard, Hans Lucas

## 🎯 CONGÉ PARENTAL EXCEPTIONNEL POUR PARENTS CONFINÉS : MAIS QUI GARDERA LES ENFANTS ?

**BELGIQUE.** Au début des vacances de printemps – confinées pour cause de pandémie –, une proposition de loi était sur la table : un congé parental exceptionnel. Répondre à la difficulté de s'occuper de ses enfants et de (télé)travailler était en effet urgent. Mais une mesure qui ne prend pas en compte les inégalités entre parents risque d'en soulager certain-es, tout en faisant peser une nouvelle inégalité sur les autres, en particulier

les femmes, et plus spécifiquement les femmes les plus précaires ou monoparentales qui connaissent déjà de nombreux freins pour recourir au congé parental. Il y a aussi toutes les catégories de personnes qu'un congé parental ne toucherait pas, et la complexité des besoins urgents liés à la parentalité (car il y en a bien d'autres) auxquels il ne répondrait pas. Vanessa D'Hooghe.

À lire en intégralité sur [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be) ●

## 🎯 À LA MÉMOIRE DE MADAME NGATARE, FEMME SANS PAPIERS ET VICTIME ANNONCÉE DU CORONAVIRUS



CC Andries F. Uran / Unsplash

**BELGIQUE.** C'est par un post Facebook écrit par son avocate et sa médecin traitante que nous avons appris le décès de Madame Ngatare, le 20 ou le 21 mars. Victime du Covid-19. Elle avait 59 ans, elle était arrivée en Belgique en 2007, fuyant les violences dans son pays, le Congo. À cause de l'humidité de son logement précaire, elle souffrait de maladies respiratoires. Elle prenait un traitement médicamenteux lourd qu'elle devait souvent interrompre : en effet, les procédures d'accès à l'aide médicale urgente pour les personnes sans papiers sont souvent lentes et, parfois, n'aboutissent pas. Le 13 mars dernier, à l'heure où la Belgique débutait son confinement, Madame Ngatare avait enfin obtenu ses papiers après une lutte acharnée de 13 ans et 19 procédures... Manon Legrand.

À lire en intégralité sur [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be) ●

# 90 % des hommes et des femmes

## LE CHIFFRE DU MOIS

C'est le pourcentage de personnes dans le monde qui ont des préjugés négatifs envers les femmes, selon les conclusions du nouvel Indice des normes sociales relatif à l'égalité des sexes publié le 5 mars 2020 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Basé sur des données provenant de 75 pays, couvrant plus de 80 % de la population mondiale, cet indice mesure la manière dont les opinions de la société portent atteinte à l'égalité des sexes dans des domaines tels que la politique, le travail et l'éducation. Environ la moitié de la population mondiale estime que les hommes font de meilleurs dirigeants politiques. Plus de 40 % pensent que les hommes devraient être prioritaires lorsque les emplois sont rares. Enfin, 28 % pensent qu'il est normal qu'un homme batte sa femme... Alerté par ces chiffres, le PNUD appelle les gouvernements à utiliser une « nouvelle approche politique » – c'est diplomatiquement formulé – pour faire évoluer ces opinions discriminatoires. ●

## LES DISCOURS ÉCRITS SEXISTES DOIVENT ÊTRE PLUS SÉVÈREMENT PUNIS

**BELGIQUE.** Face à la relative impunité dont bénéficient les auteurs de discours de haine sexistes dans la presse traditionnelle et sur les réseaux sociaux, l'Institut pour l'égalité entre les femmes et les hommes (IEFH) recommande une modification et un renforcement de la loi. « *Bien que la Belgique ait adopté une législation visant à pénaliser les formes les plus graves de discours de haine, on peut presque parler d'impunité dans la pratique lorsque le discours de haine se présente sous forme écrite* », déplore Michel Pasteel, le

directeur de l'Institut, dans un communiqué (5 mars 2020). Selon des chiffres des Nations Unies, les femmes présentent 27 fois plus de risques d'être confrontées à des discours haineux ou violents en ligne que les hommes, et les jeunes femmes (18-24) sont les plus exposées. 73 % des femmes ont déjà été victimes de violences en ligne. Les femmes qui sont engagées en politique, dans la défense des droits humains ou dans la défense de l'environnement se retrouvent particulièrement attaquées surtout sur les réseaux sociaux. ●

## L'AVORTEMENT DÉPÉNALISÉ



### NOUVELLE ZÉLANDE.

La Nouvelle-Zélande a dépénalisé l'avortement. La loi a été adoptée par le Parlement le 18 mars par 68 voix contre 51. L'interruption volontaire de grossesse était jusque-là considérée comme un délit passible de 14 ans d'emprisonnement en vertu d'une loi datant de 1961.

Aucune femme n'a été condamnée, mais c'était le seul acte médical à être criminalisé. La loi autorise désormais l'accès à l'IVG jusqu'à 20 semaines de grossesse. Il s'agissait d'une promesse de campagne de la Première ministre du pays Jacinda Ardern, élue en 2017. Le ministre de la Justice, Andrew Little, s'est réjoui de ce changement « *nécessaire* ». « *Désormais, les avortements seront considérés comme une question médicale. Avec la loi précédente, les femmes qui souhaitaient se faire avorter devaient surmonter de nombreux obstacles* », a-t-il expliqué (Euronews, 19 mars 2020). ●

## DES PLACES D'ACCUEIL POUR LES VICTIMES DE VIOLENCES EN TEMPS DE COVID-19

**BELGIQUE.** Le confinement peut aggraver les violences exercées contre les femmes dans l'espace privé. Dans ce contexte, à l'initiative du Collège de la Commission communautaire française, un hôtel bruxellois accueille depuis le début du mois d'avril des femmes victimes de violences intrafamiliales. Pour connaître les disponibilités d'accueil, on peut joindre le Centre de prévention des violences conjugales et familiales de 9h30 à 17h30, 7j/7, au 02 539 27 44. La Ville de Namur a également ouvert un lieu d'accueil et d'hébergement d'urgence temporaire, avec la collaboration de l'asbl Les Trois Portes et du service d'accompagnement Ça vaut pas l'coup. Différents contacts possibles : 0800 124 20, 081 24 60 38 ou 0479 99 59 96 (WhatsApp). Quant à La Louvière, le refuge de l'asbl Solidarité Femmes étant plein, l'asbl a rendu deux nouvelles chambres disponibles et le CPAS a également ouvert plusieurs logements d'urgence. Tous ces logements respectent les normes de sécurité nécessaires dans ces temps de pandémie. ●

TOILETTES



# Toilettes pour femmes

Entre public et privé, intime et collectif, charriant de multiples enjeux, la gestion de l'endroit où l'on satisfait nos besoins n'est même pas à un petit jet de refléter la place de seconde zone accordée aux femmes. Examen des discriminations qui se cachent dans le petit coin, sous un titre repris au roman culte de l'écrivaine féministe américaine Marilyn French\*.

— Véronique Laurent (texte) et Odile Brée (illustrations)

\*Paru en 1977, le livre *Toilettes pour femmes* (« The Women's Room ») suit Mira, une Américaine blanche de la classe moyenne, épouse, divorcée puis étudiante. Et montre la place réservée aux femmes en régime patriarcal.



# Les toilettes ? Pas de pot pour les femmes

La possibilité de se soulager et la capacité de le faire de façon autonome ne sont pas également distribuées. Aux toilettes comme ailleurs, les inégalités sociales, ethniques, de santé, intergénérationnelles, et certainement de genre et de sexe, jouent un rôle. Ces espaces liés à notre intimité sont une affaire publique. Oui, les femmes réclament aussi l'égalité aux water-closets.

— Véronique Laurent

# A

nodin, le sujet des latrines ? Au même titre que respirer, dormir, boire et manger ou communiquer, déféquer et uriner – 4 à 7 fois par jour –, tout comme

être propre, font partie de nos 14 besoins fondamentaux, selon le modèle élaboré par l'Américaine Virginia Henderson en 1947. Mais nous ne sommes pas égaux et encore moins égales devant la porte des toilettes. « Dès l'école maternelle, Jo se retenait d'y aller à cause de la saleté », se souvient sa mère. Se retenir est néfaste pour la santé de tous, et particulièrement des filles<sup>1</sup>; cela peut nuire à la concentration et cet inconfort imprime tôt chez les filles la notion d'effort, d'attente. Vers 7 ans, les filles peuvent se sentir gênées dans la

construction de leur intimité: « Tu me tiens la porte, hein ? » Mais souvent dans les écoles primaires, les portes des toilettes ne sont pas équipées de loquets, ou ces derniers sont cassés, les cuvettes bouchées, ou il n'y a pas de papier, ou pas de savon (réapparu en début de pandémie du coronavirus...). « Les délégués de parents avaient organisé des réunions pour parler du problème d'hygiène, poursuit la mère de Joséphine. La commune a toujours invoqué le manque de moyens – infrastructures, surveillance, nettoyage... » Laissez pisser, y'a rien à voir. Éducation au respect d'un endroit partagé ? Apprentissage de la propreté ? Question collective ? Le projet « Ne tournons pas autour du pot »<sup>2</sup>, initié en 2013 par la Fondation Roi Baudouin, s'y attaque, sur base volontaire.

Les études et les données objectives qui établiraient de façon irréfutable que

l'apprentissage de la propreté est sexué font encore défaut. D'autres, menées avec des adultes, attestent que les femmes se lavent sensiblement plus les mains que les hommes après passage aux toilettes. Certaines recherches<sup>3</sup> montrent par ailleurs que la responsabilité de l'hygiène, éducation et foyer, a historiquement reposé sur les femmes – responsabilité mise d'ailleurs en lien avec leur degré de moralité.

« L'injustice, c'est devoir pisser assise », s'énerve Coralie, 27 ans. Uriner debout est un acte accepté – de dos – en public, voire, dans l'inconscient collectif, valorisé chez les garçons et les hommes et fondateur de la virilité. Mais pisser assise, dans une position associée à la vulnérabilité ou même à la soumission, est considéré comme signe d'infériorité, voire d'une nature inadéquate – idée à déconstruire, donc. L'insulte « pisseuse », archétype de l'emmerdeuse, illustre cette dévalorisation.<sup>4</sup> Magali a vécu en Allemagne, où il est recommandé aux garçons, dans certaines installations publiques, d'uriner assis afin de ne pas souiller la cuvette : son fils en a pris l'habitude. Ce qui montre que la propreté relève de facteurs culturels, et pas naturels.

### Accès malaisé aux lieux d'aisance

« C'est rare de trouver un évier dans une cabine de toilette. Tu fais comment avec ta cup ?, se demande Anaïs, 25 ans. Les toilettes n'ont pas du tout été imaginées pour

### EN QUELQUES MOTS

- + Dans l'espace public, les toilettes ont été conçues par et pour les hommes, alors que l'accès à des sanitaires est un besoin humain fondamental. Dès l'école, les fillettes sont obligées de se retenir...
- + En Belgique et dans le monde, l'absence de toilettes fait courir de nombreux risques aux femmes, en particulier les plus précarisées.
- + D'une façon générale, qui lave les toilettes ? Les femmes, que ce soit chez elles ou parce qu'elles occupent un métier déconsidéré.
- + Bref : regarder les toilettes, c'est observer le sexisme par la lunette.

### « Protections » hygiéniques ?

Véronica Martinez, de l'asbl BruZelle, a attiré notre attention sur le vocabulaire. Pour elle, le mot « protection » induit qu'il faudrait se « protéger » des règles ; ce terme renforcerait le tabou autour des menstruations.

Pourquoi pas « dispositif périodique » ou, tout simplement, serviettes, tampons, cup...

les femmes. » Construit par et pour les hommes, l'aménagement public façonne notre place dans l'espace public selon le sexe.<sup>5</sup> Configuration et accessibilité des toilettes publiques deviennent alors le dernier avatar d'un espace urbain oubliant les femmes. Exemple : sur le territoire des communes bruxelloises, 8 toilettes publiques contre... 30 urinoirs.<sup>6</sup> Le choix de privilégier l'installation de pissotières limite l'autonomie des femmes, ou exige d'elles d'anticiper leur parcours dans la ville, et d'autant plus celle des femmes souffrant de problèmes d'incontinence ou autres cystites.

L'anthropologue française et cofondatrice du laboratoire Genre et Ville, Chris Blanche, va plus loin<sup>7</sup>. Les urinoirs « posent la question de la légitimité à montrer son corps dans l'espace public. [...] Il faut les mettre en rapport avec le fait que les femmes, elles, sont en permanence rappelées à l'ordre quand il s'agit de leurs corps » : façon de s'habiller, allaitement en public, etc.

Aux Pays-Bas, des collectifs de femmes ont décrété en septembre 2017 un « jour national du pipi dans les urinoirs publics » (voir axelle n° 210). Cette mobilisation féministe est née suite à l'amende infligée à une femme qui urinait de nuit sur la voie publique. Jusque-là, rien de sexiste : les hommes aussi – et en Belgique, c'est pareil – peuvent être condamnés pour ce fait. Mais le juge avait expliqué à la femme qu'elle « n'avait qu'à utiliser des urinoirs masculins » estimant que « cela n'est peut-être pas agréable, mais pourrait être possible »... En 2019, une designeuse française proposait « Lapee », un urinoir mobile pour femmes – breveté dès... 1850 par



une sage-femme ! Enfin, en festival ou en vadrouille, le « pisse-debout », accessoire jetable ou réutilisable de forme conique, permet de faire pipi debout sans devoir se dévêtir complètement (pour le fabriquer vous-même, c'était dans axelle n° 170).

### HISTORIQUEMENT ?

La séparation des toilettes entre femmes et hommes date du 19<sup>e</sup> siècle, au moment de l'apparition des usines qui imposent la division « espace extérieur masculin » / « espace intérieur féminin », les femmes intimées à rester au foyer.

À Paris : premiers urinoirs publics en 1834. Rien n'est prévu pour les femmes dans l'espace public jusque... dans les années 1980.

Aux États-Unis, alors que l'esclavage a été aboli en 1865, les infrastructures, écoles, transports en commun, ascenseurs... et toilettes publiques restent séparées. Ces mesures ségrégationnistes ont perduré jusqu'en 1965.

### GRAND ANGLE

Selon les chiffres des Nations Unies, dans le monde, 4,2 milliards de personnes, soit plus de la moitié de la population mondiale, vivent actuellement sans installations sanitaires. L'accès à l'assainissement est un droit humain reconnu par l'ONU depuis 2015. Les Nations Unies ont décrété le 19 novembre Journée mondiale des toilettes en vue d'un accès pour tous-tes à l'horizon 2030.

Aux côtés des conséquences sanitaires pour les femmes et les hommes, et des répercussions sur l'environnement, le problème pointe la question de la santé, de la sécurité et de l'émancipation des femmes. Forcées de sortir la nuit pour satisfaire leurs besoins, elles risquent les agressions. L'absence de toilettes fait également courir plus de risques aux femmes, sujettes à des affections liées à leur sexe : syndrome du choc toxique, infections vaginales ou urinaires, problèmes urologiques pendant ou suite à la grossesse... Le manque d'accès à des sanitaires sûrs et adaptés est aussi une cause de déscolarisation des filles.

## LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE

**Toilettes publiques : droit ou privilège ?**

Rares, mais aussi sales, non entretenues, vandalisées : « *Aller dans les toilettes publiques est pour moi toujours un challenge* », confirme Pauline, 32 ans, qui déploie diverses stratégies pour ne pas entrer en contact avec la cuvette. Elle poursuit : « *Les endroits où il est demandé de l'argent et qui n'autorisent pas à y aller si tu ne donnes pas 50 centimes, je ne trouve pas ça normal. Il s'agit d'un besoin humain et urgent.* »

Légalement, les établissements Horeca n'ont pas d'obligation à laisser libre l'accès à leurs toilettes. Les grands magasins ne doivent pas en mettre à disposition de la clientèle. Accéder à un sanitaire, qui plus est opérationnel et propre, relève donc du défi lorsqu'on a besoin de se soulager ou de gérer ses règles – tandis que la pression monte autour du syndrome du choc toxique, une maladie infectieuse rare, potentiellement mortelle, favorisée par une cup ou un tampon porté trop longtemps (il est recommandé d'en changer toutes les 3 ou 4 heures).

Dans les politiques publiques, aucune attention n'est portée aux spécificités sexuées. Et, lieux publics ou privés, le tabou des règles reste si fort que, contrairement aux préservatifs, on ne trouve jamais de distributeur de matériel hygiénique. Mesure de justice sociale, le Parlement écossais vient quant à lui de voter la gratuité des dispositifs périodiques.<sup>8</sup> Une nécessité, et d'autant plus pour les plus précaires, femmes sans abri et/ou réfugiées (voir article suivant). Pour les aider, l'asbl BruZelle (voir n° 197) a fourni l'année dernière 18.324 pochettes de 20 serviettes à des partenaires relais, Samusocial, Médecins du Monde au hub humanitaire du parc Maximilien, etc. « *Une goutte d'eau* », regrette la cofondatrice de l'asbl Véronica Martinez.

*La responsabilité de l'hygiène, éducation et foyer, a historiquement reposé sur les femmes.*

Munies de serviettes, les femmes doivent encore pouvoir les utiliser. Le Samusocial de Bruxelles a initié un projet toilettes solidaires avec une carte d'abonnement,

le « Free pass - Toilet for Women », qui reprend les (quelques) adresses partenaires. Des bénévoles accompagnent les femmes pour leur indiquer le chemin (évitant les transports en commun où elles risqueraient de se faire arrêter), les familiariser avec les lieux et leur montrer comment s'utilisent les toilettes « à la belge » (avec cuvette) plutôt que celles avec marchepied. « *Une chouette initiative, mais circons-*

*crité* », constate encore Véronica Martinez. Claudine Liénard, dans une recherche pour l'Université des Femmes<sup>9</sup>, préconisait en 2010 déjà de rendre les toilettes des cafés accessibles au public, moyennant une subvention publique pour ces derniers.

**Vers des toilettes « neutres » ?**

Autres exemples de discriminations ? L'absence ou le manque de « commodités » pour les personnes à mobilité réduite. Quand elles existent, on les trouve encore généralement du côté femmes : infantilisation, déssexualisation de la personne handicapée et, en filigrane, affirmation que leur prise en charge revient aux femmes – idem pour la table à langer. Et les files ? Claire, 46 ans : « *L'attente est toujours plus longue chez les femmes.* » Deux professeurs de l'Université de Gand ont étudié les différences.<sup>10</sup> Premier cas : 10 toilettes femmes versus 10 urinoirs +

**Vous voulez aider l'asbl BruZelle, qui collecte et distribue gratuitement des dispositifs périodiques pour les femmes précaires ? Vous pouvez déposer des serviettes menstruelles emballées individuellement (pas de cup ni de tampons, moins adaptés à la situation des femmes précaires) ou des chutes de tissu pour la fabrication de pochettes non transparentes. Vous pouvez aussi installer un point de collecte, fixe ou temporaire, chez vous, dans une boutique, une association, un club... L'association bénévole BruZelle ne fonctionne qu'avec des dons. La précarité menstruelle touche les femmes sans abri et les réfugiées, mais aussi les étudiantes. Infos et points de distribution : [www.bruzelle.be](http://www.bruzelle.be)**

2 toilettes côté hommes, pour une même surface au sol. 6 minutes 19 d'attente pour les femmes contre... 11 secondes pour les hommes. Égalité n'est pas équité : le temps de passage moyen d'une femme est de 1 minute et 30 secondes, une seule minute – ou moins, suivant les études –, pour les hommes. Quand les toilettes sont mixtes ? 2 minutes 10 d'attente pour tout le monde. L'adoption de toilettes neutres semble la solution idéale. Elle répond également à la demande de personnes transgenres. Margaux, 29 ans, préfère pourtant des toilettes séparées afin de ne pas y côtoyer d'hommes. Gêne, peur, stress, « *c'est super intime, quand même...* » Les espaces dédiés aux femmes existent en partie à cause des réalités de la violence masculine. Pourquoi pas des toilettes réservées aux femmes à côté de toilettes mixtes ? Une solution garantissant intimité, dignité, sécurité pour toutes, afin de pouvoir, enfin si on le permet, pisser en paix... ●

1. « *Quand aller aux toilettes devient un problème* », [www.rtf.be](http://www.rtf.be), 13 février 2017.
2. <https://netournonspasautourdupot.be>
3. « *Plus d'un quart des hommes ne change pas de slip tous les jours* », [www.francebleu.fr](http://www.francebleu.fr), 26 février 2020 ; « *Les femmes et le lavage de mains, une charge mentale séculaire* », [www.slate.fr](http://www.slate.fr), 4 mars 2020.
4. « *À insultes sexistes, solutions féministes* », *axelle* n° 213.
5. « *La place des femmes dans l'espace public. Seulement une question d'aménagement du territoire ?* », Nicole Van Enis, étude de l'asbl Barricade 2016.
6. [www.bruxelles.be/toilettes-et-urinoirs-publics](http://www.bruxelles.be/toilettes-et-urinoirs-publics)
7. « *Les toilettes publiques sont-elles sexistes ?* », [www.ouestfrance.fr](http://www.ouestfrance.fr), 31 août 2018.
8. « *Le Parlement écossais vote la gratuité des protections périodiques pour toutes* », [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr), 26 février 2020.
9. « *Ça roule, ma poule ? Théories et actions collectives de femmes pour la mobilité*, Cahiers de l'Université des Femmes n° 5, 2010.
10. « *No more queueing at the ladies' room* », <https://peopleqm.blogspot.com>, 13 juillet 2017.

# Qui nettoie le trône, qui récurer les petits coins, qui lave les waters ?

L'hygiène genrée en période Covid-19 : un sujet d'actualité. Ce sont aux femmes que l'imaginaire collectif associe les fonctions corporelles, la propreté, et le nettoyage. En conséquence, ce sont à elles aussi que revient la charge des toilettes. Une division genrée qui ne date pas d'hier, entraînant son paquet de discriminations sexistes et racistes.

— Véronique Laurent

**C**ompagnes, épouses, mères, dames pipi, travailleuses domestiques, employées des titres-services... : bref, ce sont les femmes qui passent

la brosse et font briller les cuvettes, privées ou publiques. Replaçant le « sale boulot » dû à l'existence humaine dans un rapport de classe sociale, la chercheuse américaine Joan Tronto se demandait qui lavait nos chaussettes (voir *axelle* n° 195-196) ; elle aurait tout aussi bien pu s'interroger sur le genre de l'entretien des sanitaires. Comment cette tâche en est-elle arrivée à relever de la responsabilité des femmes ? On constate aujourd'hui que ces dernières sont plus concernées que les hommes par l'hygiène personnelle, que des différences de standards de propreté existent *entre féminin et masculin*.<sup>1</sup> Cet écart d'attention a tout à voir avec les avancées de la recherche microbienne au 19<sup>e</sup> siècle. Une fois établi le lien entre mortalité infantile et dispersion des bactéries dangereuses et virus, l'hygiène devient le combat des femmes, qui portent alors la terrible responsabilité de garder tout le monde en bonne santé et les enfants en vie, alors même que, parfois, les conditions matérielles ne l'autorisent pas.

## Image sexiste de la mère maniaque

Confinées au périmètre du foyer, les femmes ont été la cible des politiques d'amélioration de l'hygiène. La peur du microbe a alimenté leur culpabilité et continue à donner des idées d'arguments publicitaires aux marques de produits ménagers, entretenant l'image de la mère maniaque et autres « Miss frotte-frotte » pour le moins négative. L'image de celle qui empêche son enfant de s'épanouir parce qu'elle est obsédée par la propreté, au contraire d'un père qui encourage à des jeux d'extérieur en toute liberté. La sphère privée étant assignée aux femmes, l'hygiène et l'entretien de la maison – et des enfants – leur reviennent, tâches essentielles pourtant dévalorisées, considérées comme subalternes voire même dégradantes, et d'autant plus lorsqu'il s'agit des WC. Ce qui en dit peut-être long sur le rapport au corps qu'entretient notre société. Il est éclairant de porter un regard sur ce que stigmatisent certaines insultes. Pipi et caca n'ont pas la cote :

pisseuse, chiant/chieuse, sale merde, etc. Et le nettoyage des toilettes, personne n'a envie de s'y coller. Dans le milieu scolaire, une punition ciblée sur le nettoyage des toilettes est d'ailleurs considérée comme humiliante.



## Boulot de merde

En Belgique, grâce au système des titres-services, plus d'un million de ménages délègue à petits prix une partie de l'entretien de la maison à des aides-ménagères. Le travail « domestique », s'occuper des enfants ou des personnes âgées, etc., répondent à des besoins grandissants : vieillissement de la population, mise en pénurie de services à la petite enfance et aux personnes dépendantes par des politiques sapant depuis des années les métiers de soin, dit du « care ». Les sociétés de titres-services emploient 145.000 aides-ménagères, dont presque 3/4 à temps partiel. Prix horaire pour elles ? 12,60 euros. Un titre-service vaut un peu plus de 23 euros. La/le client-e en finance 9, le solde est comblé par les Régions : le secteur est subsidié, par de l'argent public donc, à 66 %. Le mouvement Vie Féminine porte un regard critique sur le projet depuis ses débuts et en décrypte les conséquences cachées.<sup>2</sup> « En réalité, les titres-services ont permis de transférer les services d'aide aux personnes réalisés jusqu'alors dans le cadre de la solidarité sociale et du non-marchand vers le secteur du profit, et d'y introduire une régulation de type concurrentiel. » L'analyse de Vie Féminine conclut : « Les titres-services s'inscrivent donc dans le cadre d'une diminution flagrante de la qualité de l'emploi et des statuts, mais aussi dans la tradition d'un mépris pour le travail professionnel féminin. Les femmes qui y sont employées semblent avoir retrouvé le statut de domestique payé, comme jadis, "au gage". »

Depuis décembre 2020 et pour la première fois, des aides-ménagères se sont organisées, ont fait la grève et sont descendues dans la rue pour réclamer une augmentation de 1,1 % de leur rémunération horaire, prévue d'ailleurs par un accord interprofessionnel. Ainsi qu'une prise en considération de leurs trajets et de la pénibilité de leur travail.<sup>3</sup> Une promesse d'une augmentation, dérisoire, de 0,8 % avait été arrachée, finalement refusée par les sociétés employeuses emmenées notamment par Federgon (Fédération des prestataires de services RH).

## EN TEMPS DE CORONAVIRUS (COVID-19)

« Depuis le début de la crise, nos collègues et nous vivons un enfer », décrivent des déléguées syndicales dans une carte blanche parue fin mars sur le site de la RTBF. Suite aux pressions des travailleuses et des client-es, le secteur avait fini par s'arrêter le 17 mars (sauf en Flandre) : première fois que Karima (voir article ci-contre) avait eu des nouvelles de son employeur. Mises en chômage temporaire, les aides-ménagères devaient toucher, en Wallonie, un salaire maintenu à 100 % (salaire de 12 euros de l'heure, 21h/semaine en moyenne) ; cette décision a mis du temps à être entérinée, générant énormément d'inquiétude. Les fédérations patronales (et singulièrement Federgon), jouant sur la complexité institutionnelle du pays, pinaillent désormais sur une indemnité journalière de 2 euros en plus du chômage, pourtant prévue par la convention collective. Par ailleurs, depuis début avril, certaines entreprises rappellent les aides-ménagères et les poussent à reprendre le travail. Attitude méprisante voire criminelle, le ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA) n'a d'ailleurs jamais voulu arrêter le secteur, déclarant fin mars vouloir « voir plus de gens au travail ». « En attendant, conclut un communiqué de la CSC, les travailleuses sont à nouveau confrontées à un choix intolérable : payer les factures ou mettre leur santé en danger en retournant au travail. »

### « On n'ose pas en parler »

Concrètement ? « On est des dames à tout faire », témoigne Rose, employée en titres-services. Même tirer la chasse : « Un monsieur ne le fait jamais, pour ne pas gaspiller l'eau. Des familles ne veulent pas mettre des produits mauvais pour l'environnement, les cuvettes sont noires. On doit faire avec. Il y en a qui veulent que la toilette brille. Là, on est contentes. Mais un jour, une dame m'a demandé de nettoyer l'intérieur du pot sans gants, avec les mains. Je lui ai dit que c'était à elle de le faire. On vit avec certaines personnes, c'est à nous de nous adapter. Mais dans notre secteur, les gens ne nous considèrent pas. »

Bas salaire, manque de respect, et pas de charte de bonne conduite (si ce n'est quelques conseils de bon sens, pas d'objets dans les escaliers pour la sécurité, un minimum d'ordre dans la maison...). Employée elle aussi, Karima trouve que « la toilette, c'est personnel. C'est la personne qui l'utilise qui doit elle-même la nettoyer, par respect pour la personne qui suivra », comme le fait l'un de ses client-es – une exception, on l'aura compris – dans la toilette duquel elle passe l'aspirateur et la serpillière, mais ne touche jamais à la cuvette. « On est coincées. On n'ose pas en parler, ou on ne croit pas que les gens sont si crasseux », continue Karima ; une crasse sans distinction de classe sociale. Les fédérations patronales, pour justifier leur refus d'une augmentation

pourtant minime – alors que la pandémie du Covid-19 montre à quel point il est urgent de mettre à l'ordre du jour la revalorisation salariale des métiers du « care » –, jouent sur l'idée que les gens auraient alors recours aux services d'autres femmes, moins chères. C'est la pratique du « dumping social », qui met en concurrence les travailleuses entre elles. Ici, le recours à des femmes sans papiers par exemple, qui travaillent en nombre, et dans l'ombre, dans des familles en Belgique. D'où l'importance de les régulariser, elles qui cumulent les discriminations, femmes, femmes migrantes, sans papiers, racisées et pauvres. Certaines d'entre elles se sont réunies dans une « Ligue des travailleuses domestiques » : elles demandent la reconnaissance institutionnelle de leur travail, invisible, par l'obtention de papiers, qui leur donneront aussi accès à la protection sociale (voir axelle n° 225-226). Elles ont lancé une action sous le slogan « Vos toilettes propres, nos propres papiers. » ●

1. « Hygiene and Cleanliness in the US », [www.ipsos.com](http://www.ipsos.com), 4 septembre 2018 ; « Les femmes et le lavage de mains, une charge mentale séculaire », [www.slate.fr](http://www.slate.fr), 4 mars 2020.
2. « Les titres-services : un statut « plaqué or » », prise de position de Vie Féminine, 2006, disponible sur [www.viefeminine.be](http://www.viefeminine.be)
3. Relire « Une journée avec Anita, femme de ménage à l'ULB », janvier-février 2017, [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be)

# INDE.

## LES VICTIMES DU « TRAFIC D'ÉPOUSES » VEULENT SE FAIRE ENTENDRE

Au nord-ouest de l'Inde, dans l'État de l'Haryana, des milliers de jeunes filles sont « importées » chaque année depuis des régions défavorisées pour y être mariées à des célibataires contre quelques centaines d'euros. Ce trafic plonge les victimes dans un esclavage sexuel, domestique et agricole. Dans la région de Mewat, ces femmes s'organisent pour faire entendre leur voix.

ALEXIA EYCHENNE (TEXTE) ET LAURENT HAZGUI (PHOTOS)



Marjina (au centre de l'image) occupe une petite maison d'une seule pièce. Il y a 25 ans, un oncle l'a conduite ici, depuis l'Assam, à l'insu de sa mère, peu après la mort de son père. Le voyage a pris trois jours, à l'issue desquels l'oncle lui a dit : « Tu vas vivre ici. » « Il a promis de revenir me voir quelques jours plus tard, mais il ne l'a jamais fait. Il a touché 8.000 roupies [100 euros, ndlr] pour me vendre à un homme. » Marjina s'est retrouvée la femme d'un chauffeur routier, aujourd'hui décédé. Ce matin-là, une douzaine de femmes se sont réunies chez elle pour discuter de leurs difficultés. Elles se sont rencontrées grâce à l'ONG Empower People.

**R**ekha a trouvé refuge dans le jardin d'un temple hindou planté au milieu d'un terrain vague, à l'abri du bruit et de la foule. Dans son sari à carreaux, équipée d'un balai en paille, elle entretient le lieu en échange d'un pécule. Le gage d'une indépendance chèrement acquise. « *Mon mari était déjà veuf quand il m'a achetée pour l'assister au quotidien* », se souvient-elle, assise au bord d'un sommier tressé.

### « Celle qui a un prix »

Collé à New Delhi, au nord-ouest de l'Inde, l'État de l'Haryana, comme les régions voisines, est le théâtre d'un trafic d'épouses. Originaire d'une région pauvre de l'est du pays, Rekha a été vendue par sa famille et « importée » par son « mari ». Elle est devenue une *paro* : en hindi, celle qui a un prix.

Dans ce commerce synonyme d'esclavage domestique, sexuel et agricole, aucun rituel ne vient sceller le serment des couples. Nul dignitaire hindou ou musulman ne préside de cérémonie. Une fois la transaction conclue, les « épouses » ne bénéficient d'aucun droit. « *De toute sa vie, mon mari ne m'a jamais donné une roupie* », poursuit Rekha. Avant de mourir, il a certes accepté de lui léguer sa maison, mais sa femme a failli le payer de sa vie. « *Ma belle-famille a essayé de me tuer pour la récupérer. Ils*

*m'ont battue, menottée et blessée avec une machine agricole* », reprend-elle en montrant sur son bras une cicatrice grosse comme un œuf. Depuis, Rekha a vendu sa maison pour s'installer dans une chambre qu'elle loue. « *Je m'en sors difficilement, mais je suis heureuse de vivre seule.* »

### Le fléau de la dot

Depuis la révolution agraire initiée dans les années 1960, l'État de l'Haryana s'est enrichi, mais des poches de pauvreté subsistent. Le district de Mewat, où vit Rekha, semble oublié du développement. Le système scolaire est en ruine, les usines absentes. Il faut trois heures de bus pour parcourir les 70 kilomètres qui séparent Mewat de Gurgaon, banlieue de New Delhi prisée des nouveaux riches. Les recherches sur le trafic des épouses demeurent balbutiantes. En 2016, le gouvernement ne répertoriait que 349 cas de trafic d'être humain ayant pour motif le mariage forcé, selon le National Crime Records Bureau, chargé des données sur la criminalité. Les associations de défense des victimes les évaluent pourtant à des milliers par an.

En toile de fond, le fléau jamais réglé de la dot qui veut que, en Inde, les familles des filles supportent le poids financier des mariages. Bien qu'interdite en 1961, cette pratique reste généralisée. Les parents de Rekha, bien trop démunis pour la payer,

n'ont pas su dire non à l'homme qui leur a proposé de les rémunérer pour « l'épouser ». « *Certaines familles sont si pauvres qu'elles jugent préférable de confier leur enfant à un foyer où elle pourra au moins manger à sa faim*, observe Sonali Mukherjee, chercheuse pour l'association Save the children et auteure d'une étude auprès de dizaines de victimes de ce trafic. *D'autant plus que, dans la société indienne, la vie d'une fille n'est pas considérée réussie en dehors du mariage.* »

À quelques kilomètres du village où vit Rekha, le dos courbé au bord d'un champ, Ayub tranche à la serpe des plants de moutarde. Cet homme frêle dit avoir soixante ans, mais les rides qui lacèrent son visage lui donnent l'air d'un vieillard. Après le décès de sa première femme, aucune famille n'a accepté qu'il épouse leur fille. « *Parce que je n'ai pas de terres* », estime-t-il, et qu'il gagne 300 roupies par jour, autour de quatre euros. Alors, Ayub a acheté Shahina, une femme de l'Assam, région montagneuse du nord-est de l'Inde, deux fois plus jeune que lui. « *Pour me servir, avance-t-il, pour préparer les repas et travailler avec moi.* »

En contrepartie, le paysan reconnaît avoir versé 5.000 roupies, soit 60 euros, à un « intermédiaire ». « *Un trafiquant, corrige Shahina, qui moissonne à quelques mètres de là. Il a dit à mes parents que l'Haryana était un bon endroit pour moi. Il a promis que j'y serais heureuse, que mon mari m'offrirait des bijoux.* » Peu éduquée, déracinée, coupée de sa langue maternelle, de ses coutumes et de sa famille, Shahina s'est retrouvée soumise au bon vouloir d'Ayub. Le corps des paros appartient à leur conjoint, leur force de travail aussi.

### Esclavage moderne et misogynie

En Haryana, les avortements sélectifs des fœtus féminins, bien qu'illégaux en Inde, prospèrent depuis des décennies. Lors du recensement de 2011, l'État comptait 834 filles de zéro à six ans pour 1.000 garçons, contre 919 en moyenne à l'échelle nationale. Le célibat subi progresse chez les hommes, surtout chez les plus miséreux, les handicapés, les veufs. Ces exclus

## EN QUELQUES MOTS

- + En Inde, dans l'État de l'Haryana, le « trafic d'épouses » fait des milliers de victimes.
- + Vendues par leur famille ou kidnappées par des réseaux criminels, des femmes sont achetées et exploitées physiquement, économiquement et sexuellement.
- + Certaines d'entre elles se réunissent pour parler des injustices qu'elles vivent et tenter de se faire entendre par la société.



Marjina occupe une petite maison d'une seule pièce. Il y a 25 ans, un oncle l'a conduite ici, depuis l'Assam, à l'insu de sa mère, peu après la mort de son père. Le voyage a pris trois jours, à l'issue desquels l'oncle lui a dit : « Tu vas vivre ici. » « Il a promis de revenir me voir quelques jours plus tard, mais il ne l'a jamais fait. Il a touché 8.000 roupies [100 euros, ndlr] pour me vendre à un homme. » Marjina s'est retrouvée la femme d'un chauffeur routier, aujourd'hui décédé. Ce matin-là, assises en tailleur, une douzaine de femmes se réunissent chez elle pour discuter de leurs difficultés. Elles se sont rencontrées grâce à l'ONG Empower People.



En tête des sujets de préoccupation des paros (en hindi, «celles qui ont un prix»), les violences physiques et psychologiques qu'elles endurent toutes, exercées par leur conjoint ou leur belle-famille. Ces dernières ne leur reconnaissent pas le statut et les droits réservés aux épouses, à commencer par l'héritage. À la mort du mari, souvent beaucoup plus vieux qu'elles, la plupart se retrouvent entièrement démunies. Rekha fait figure d'exception, mais elle l'a payé au prix fort.

d'un marché matrimonial en voie de tarissement forment le gros des « acheteurs » d'épouses. Mais « expliquer le trafic par le seul déséquilibre des sexes, c'est une façon de justifier cet esclavage moderne, comme si un homme sans femme était contraint d'en acheter une », s'indigne Shafiqur Rahman Khan. Ce trentenaire, passé par les rangs d'un groupe marxiste révolutionnaire, s'est engagé corps et âme dans la défense des paros. Depuis New Delhi, il coordonne l'association qu'il a créée pour les soutenir, Empower People.

Si les achats d'épouses subsistent en Inde, insiste Shafiqur Rahman Khan, c'est d'abord en raison d'une société misogyne, capable de tolérer les pires exactions envers les femmes. En 2014, le futur ministre en chef de l'Haryana avait promis d'aider les célibataires à se procurer des épouses s'ils lui accordaient la victoire. Comme si les Indiennes, tels des pions, pouvaient être déplacées pour satisfaire les besoins des hommes. Le militant voit aussi dans le trafic des femmes des ressorts économiques. « Embaucher un employé journalier pour les aider leur coûterait autour de 9.000 roupies par mois, deux à trois mois par an, calcule-t-il, amer. Une "épouse" peut s'acheter jusqu'à 50.000 roupies, mais il arrive que son propriétaire la revende à un autre homme au bout de quelques années. En l'ayant exploitée sexuellement entre-temps, il est gagnant... »

### « On ne l'a pas achetée 10.000 roupies pour la laisser partir »

Il arrive que les jeunes femmes soient vendues à l'insu de leurs parents. Elles sont dupées par la fausse promesse d'un emploi ou enlevées par des réseaux criminels. Sanjida a la trentaine et le visage poupon. Elle n'en avait qu'une quinzaine quand des hommes l'ont kidnappée à la sortie de l'école, dans l'Assam, pour la marier de force en Haryana. Ses parents ont mis six ans à la retrouver. Son père a alors demandé à ce que Sanjida revienne vivre avec lui quelques semaines. « Mon beau-frère s'y opposait, relate-t-elle. Il a dit à mon père : "On ne l'a pas achetée 10.000 roupies (128 euros) pour la laisser partir." J'ai eu la



chance que mes beaux-parents acceptent. » Sanjida ne sait pas pourquoi Mobin, son « mari », l'a achetée. « J'imagine que, parce qu'il était pauvre, il n'a pas trouvé d'épouse ici », avance-t-elle.

Son conjoint travaille aux champs. À l'ombre d'un arbre, il admet avoir dépensé 50.000 roupies (640 euros) pour organiser la cérémonie de son mariage avec Sanjida. Mais pas l'avoir achetée. Les traits cachés par une barbe poivre et sel, Mobin préfère broder une histoire qu'il juge sans doute plus acceptable. « *Sanjida est venue au village avec sa sœur*, marmonne-t-il, ses yeux bleu délavé fuyant le regard. *Un neveu a servi d'intermédiaire pour notre mariage arrangé. Je ne m'énerve jamais contre elle, je ne lui fais pas de mal...* »

En Inde, les lois contre les mariages d'enfants, les mariages forcés ou l'exploitation sexuelle existent, mais elles protègent mal les victimes. Une fois libérées, celles-ci ne bénéficient d'aucune garantie, d'aucun accès spécifique à des politiques sociales pour les aider à reprendre leur vie en main. Le stigmate de ce qu'elles ont vécu les rend encore plus vulnérables. Shafiqur Rahman Khan est hanté par le souvenir d'une jeune fille libérée de son acheteur, puis renvoyée dans son village par la police et une ONG. « *Quelques jours plus tard, elle était victime d'un viol collectif. Puisqu'elle avait été violée, les hommes de sa propre communauté considéraient qu'ils pouvaient à nouveau l'agresser.* » Au fil des années, les victimes du trafic d'épouses perdent souvent toute attache avec leur région d'origine. Shafiqur Rahman Khan juge que la moins mauvaise des solutions consiste à tenter de les mettre à l'abri des violences où elles vivent désormais.

### Les revendications des épouses vendues

Dans le village de Kherli, Marjina, une grande femme au visage franc, occupe une bicoque d'une pièce aux murs de brique bleu ciel. Vendue par son oncle il y a vingt-cinq ans, Marjina s'est retrouvée mariée contre son gré à un chauffeur routier, aujourd'hui décédé. Ce matin-là, une douzaine de femmes se serrent chez elle sur une bâche

ocre posée à même le sol nu. Toutes ont subi le même sort, il y a quelques années ou plusieurs décennies. Chaque semaine, elles se réunissent pour discuter de leurs difficultés. En tête des sujets, les violences qu'elles endurent toutes de la part de leur conjoint ou de leur belle-famille. Ces dernières ne leur reconnaissent pas le statut et les droits réservés aux épouses, à commencer par l'héritage. À la mort du mari, souvent beaucoup plus vieux qu'elles, la plupart se retrouvent entièrement démunies.

Ces dernières années, avec l'aide d'Empower People, ces femmes ont appris à se connaître, à se rassembler. Une bouffée d'air après parfois des dizaines d'années d'isolement. Au-delà du bienfait psychologique, ce partage d'expériences leur assure une forme de protection mutuelle, à l'échelle d'une poignée de hameaux. « *Les acheteurs savent désormais qu'ils sont surveillés et que s'ils violentent leur épouse, nous serons vite au courant* », promet Shafiqur Rahman Khan. Rekha a même pris la tête d'un groupe d'une dizaine de femmes qui placent chaque mois des économies sur un compte. En cas de besoin, elles disposent ensemble de cette cagnotte. Plus récemment, les épouses vendues de

La trentaine, Sanjida avait une quinzaine d'années quand des hommes l'ont enlevée à la sortie de l'école, dans l'Assam, pour l'emmener de force en Haryana et la vendre à Mobin, son « mari ». Ses parents ont mis six ans à la retrouver.

Mewat se sont aussi attelées à bâtir un programme de revendications. En tête de leurs demandes, l'enregistrement officiel de leur union. En Inde, le mariage civil demeure peu pratiqué. Il n'y a pourtant que lui qui puisse leur permettre d'obtenir la garantie

d'hériter, ainsi qu'une forme de reconnaissance sociale, auprès des belles-familles notamment. Shafiqur Rahman Khan, qui se bat par ailleurs pour les paysans sans terre, juge crucial l'accès des femmes à la propriété. « *Quand il deviendra effectif, soutient-il, les familles n'auront plus de raison de vendre leurs filles.* »

Et puisque aucun parti politique ne s'intéresse à leur sort, les femmes de Mewat ont décidé de briguer des sièges au sein des assemblées rurales. « *Je veux que mes filles, mais aussi toutes les femmes, aient*

accès à une vie meilleure, plaide Marjina, de sa voix forte. *Cela n'arrivera que si l'on se mobilise toutes ensemble en acquérant un pouvoir politique.* » Peu importe qu'elles gagnent dans l'immédiat. Elles auront tenté de se faire entendre. Dans une société si peu disposée à leur égard, c'est déjà une reconnaissance de leur existence. ●

**Au-delà du bienfait psychologique, le partage d'expériences leur assure une forme de protection mutuelle, à l'échelle d'une poignée de hameaux.**

# Les Mexicaines veulent tout casser pour protester contre les féminicides

**Au Mexique, une femme meurt toutes les deux heures sous les coups d'un homme. Les autorités comptabilisent 1.006 victimes de féminicides en 2019; les associations féministes avancent, elles, le chiffre de 3.825 femmes assassinées. Dans ce contexte, la grève générale des femmes le 9 mars dernier a été massivement suivie, laissant des hypermarchés ou les guichets du métro fermés. En février, des émeutes de femmes avaient déjà secoué México suite à un féminicide particulièrement sordide. Lissell Quiroz, maîtresse de conférences en études latino-américaines à l'Université de Rouen, spécialiste de l'histoire du genre dans les Amériques, nous apporte son éclairage sur la mobilisation actuelle des femmes au Mexique.**

PROPOS RECUEILLIS PAR SARAH BENICHO

Le 14 février 2020, des centaines de femmes manifestent devant les portes du Palais national de Mexico, taguant les slogans : « État féminicide », « Il [le président, ndlr] nous tue », avant de se rendre devant les locaux d'un quotidien local et d'en incendier un des camions.

« J'ai le droit de brûler et de casser. Je ne vais demander la permission à personne: je casse pour ma fille. » Marichuy Jaimes Zamudio a été assassinée en 2016 sur son campus de Mexico. Le 15 février dernier, sa mère, Yesenia Zamudio, a livré un discours-cri partagé par des millions d'internautes. Assumant l'usage de la violence, par et pour les femmes, la mère de famille s'est exprimée lors de la marche qui s'est tenue à l'occasion de l'enterrement d'Ingrid Escamilla, âgée de 25 ans et assassinée, dépecée et démembrée par par son compagnon le 9 février 2020 à Mexico. La veille, alors que le président mexicain, Andrés Manuel Lopez Obrador, tenait une conférence de presse, des centaines de femmes avaient déjà manifesté devant les portes du Palais national, les taguant de slogans : « État féminicide », « Il [le président, ndlr] nous tue », avant de se rendre devant les locaux d'un quotidien local et d'en incendier un des camions : *La Prensa* avait publié des photos du corps d'Ingrid Escamilla. Aujourd'hui, les Mexicaines revendiquent non seulement le droit à la colère, mais bien l'usage de la violence politique pour se faire entendre.



Lissell Quiroz :  
« Au Mexique, la jeune génération féministe ne conçoit plus de se taire face à la violence déployée contre elle : elle la retourne et la revendique. »

### **Les femmes mexicaines ont-elles l'habitude de se mobiliser de cette manière ?**

« Les appels à la dégradation et à la destruction ne sont pas des traditions politiques du mouvement féministe au Mexique. On assiste aujourd'hui à un phénomène plutôt nouveau : une sorte d'audace des femmes. Elles ont un sentiment de légitimité dans leur colère, qui les autorise à mobiliser la violence. Cela n'aurait jamais pu se produire il y a vingt ans : les jeunes femmes d'aujourd'hui héritent des acquis d'un mouvement féministe qui existe depuis les années 1980<sup>1</sup> et de la détermination des mobilisations sociales et politiques qui se développent sur tout le continent depuis la fin du 20<sup>e</sup> siècle. Leur vigueur actuelle, comme au Chili, leur donne de la force.

S'il y a une forme de rupture, il ne faut pas oublier qu'il y a aussi continuité : historiquement, comme partout, les femmes du Mexique sont de tous les mouvements sociaux et politiques, y compris ceux qui ont mobilisé la violence. Elles étaient de la résistance anticoloniale des autochtones face au vol de terres depuis la période coloniale et des mouvements révolutionnaires du 20<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, dans certaines sociétés autochtones, les femmes ont toujours pu diriger des armées : le genre ne constituait absolument pas un obstacle. Les féministes d'aujourd'hui héritent de tout cela. La jeune génération féministe ne conçoit plus de se taire face à la violence déployée contre elle : elle la retourne et la revendique. On peut aussi faire l'hypothèse que cette offensivité témoigne d'un déplacement du centre de gravité politique du mouvement féministe vers les femmes des classes populaires, majoritairement non-blanches. C'est très positif. »

### **En Angleterre, les suffragettes avaient revendiqué l'usage de la violence en perpétrant des attentats. Elles étaient pourtant majoritairement issues de la bourgeoisie : pourquoi faites-vous un parallèle entre violence politique et classes populaires ?**

« C'est tout à fait vrai pour l'Angleterre, mais nous parlons ici du Mexique. Comme de nombreux pays d'Amérique latine, cet État est un produit de l'histoire coloniale. Les questions de classe et de race traversent le mouvement féministe comme l'ensemble de la société. La féminité y est un héritage colonial : certaines femmes, les indigènes, ne sont même pas considérées comme des femmes.

Les femmes indigènes sont, au mieux, des « femelles » et, au pire, des objets sexuels ou des êtres à exploiter à qui l'on refuse le statut d'être humain.

La législation contre les violences de genre et la reconnaissance légale du crime de féminicide ont été acquises de haute lutte par les féministes : cela témoigne de la vigueur du mouvement depuis des décennies et tout particulièrement les années 1990 et 2000. Mais, majoritairement blanches et issues des classes moyennes, ces féministes n'ont pas su prendre en compte la colonialité de leur statut de "femme" dans leur combat. Quand on n'est même pas considérée comme une femme, on ne peut pas mobiliser la loi. Ces législations sont inadaptées pour les femmes non-blanches, qui constituent pourtant l'immense majorité au sein des classes populaires.

Dans la lignée de mobilisations sociales plus anciennes, ces femmes privilégient d'autres formes d'action : elles communautarisent les dégradations qu'elles commettent en se masquant et en revendiquant la responsabilité collective de la violence. Non seulement elles ne s'excusent pas, mais répondent « nous sommes toutes responsables » lorsque la police veut réprimer. Ce positionnement renvoie aux référents politiques indigènes dans lesquels l'individu politique se fonde dans la communauté, seule entité dotée d'une capacité d'action. »

**« Ces législations sont inadaptées pour les femmes non-blanches, qui constituent pourtant l'immense majorité au sein des classes populaires. »**

### **La prise de parole de Yesenia Zamudio est saisissante. Sa position de mère semble être un moteur important de sa détermination : la maternité joue-t-elle un rôle spécifique dans le mouvement féministe mexicain ?**

« Être mère au Mexique, c'est un véritable statut social. Lorsque des politiques néolibérales ont été instaurées dans le pays, le système d'allocations

sociales a été réservé aux mères, seules autorisées à toucher les allocations. Les femmes deviennent mères très jeunes et c'est à travers cette condition qu'elles existent dans la société, notamment au sein des classes populaires. Ce statut les a souvent épargnées, lors de répressions politiques du régime autoritaire : sortir avec ses enfants face à la police évitait aux femmes de subir certaines formes de répression. Dire "je suis une mère", c'était forcer une certaine forme de respect. Cette identité sociale les a protégées historiquement. Au-delà de l'attachement d'une mère envers sa fille, c'est absolument logique que la maternité soit fortement mobilisée dans ce moment du mouvement féministe au Mexique, comme une allégorie de la puissance des femmes des classes populaires et non-blanches. » ●

1. Des lois spécifiques contre les violences dites « de genre » existent depuis 2007 et le terme « féminicide » est inscrit dans la loi mexicaine depuis 2012, ndlr.



**MAUD SIMONET :**

« Les solutions qu'on nous propose aujourd'hui sont des formes de travail gratuit »

**Quand  
les femmes s'arrêtent,  
les masques tombent**

La confection de masques de protection contre le coronavirus est le résultat du travail gratuit de nombreuses personnes à travers toute la Belgique, et principalement de femmes. Certes, elles ont un grand cœur... mais elles ne sont pas dupes. Un article de Manon Legrand à lire sur [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be)

La sociologue française Maud Simonet donne à réfléchir sur les diverses formes de travail gratuit dans notre société. Elle déploie son analyse à partir des approches féministes du travail domestique, mettant en lumière le lien entre gratuité et invisibilité. En cette période de crise liée à la pandémie du coronavirus (Covid-19), son éclairage est d'autant plus pertinent : l'actualité révèle le caractère essentiel de métiers sous-évalués socialement et économiquement, principalement portés par des femmes dans le domaine du soin aux autres, le « care ». Par ailleurs, pour répondre à des besoins criants, les appels à l'engagement citoyen se multiplient, y compris venant de l'État. Les femmes y répondent et se mobilisent en grand nombre, sans rétribution financière, au nom de la solidarité, de la citoyenneté et de l'urgence.

PROPOS RECUEILLIS PAR MANON LEGRAND

**La crise liée à la pandémie du Covid-19 est-elle un « rendez-vous féministe », qui pourrait modifier en profondeur, et en faveur des femmes, l'organisation future du travail ?**

« La situation actuelle apparaît comme une démonstration de ce que des féministes écrivent depuis longtemps. Elle rend visible l'importance du travail de care, de reproduction sociale [tout le travail "reproductif", éducation des enfants, soin aux autres, tâches ménagères, réalisé par les femmes, sans lequel la production capitaliste ne serait pas possible, ndlr], en tout cas dans sa face rémunérée avec les soignants et soignantes. Mais aussi dans sa face invisible. On voit bien que si les parents – en majorité les mères – ne sont pas prêts à prendre en charge leurs enfants, à faire le travail à la maison, à s'occuper de leurs proches, le système actuel ne tient plus. En même temps, on reste dans une définition hyper-viriliste et androcentrée [centrée sur le point de vue masculin, ndlr] du travail. On nous dit : "Il ne faut pas que les entreprises s'arrêtent, que le travail capitaliste cesse". Dans le même registre, on entend aussi des discours comme "le confinement libère du temps", qui paraissent totalement en dehors des réalités de la majorité des gens... En revanche, on n'a pas encore entendu des appels à faire une pause, à se recentrer sur l'essentiel, sur le travail de soin aux autres. On ne parle jamais de rémunération pour s'occuper les uns des autres. Les solutions qu'on nous propose aujourd'hui sont des formes de travail



© Anne et Arnaud

Maud Simonet : « Peut-être que la période de confinement que nous traversons peut aider à revaloriser ce travail domestique [...] au-delà du foyer, au-delà de la famille, dans sa dimension politique. »

## « Le jour où des statisticiennes ont publié des enquêtes qui valorisaient monétairement le travail domestique, ça a fait l'effet d'une bombe. »

gratuit. On demande aux gens de fournir des formes de travail gratuit au nom de la solidarité et de la crise. On fait appel au civisme, à la générosité des individus. Si l'on regarde le travail par sa face gratuite, on peut voir beaucoup de choses qui restent invisibles. Elles se dévoilent aujourd'hui, mais l'ancien monde y est très hostile. »

### **En quoi les analyses féministes sur le travail domestique, menées dès les années 1970, ont éclairé vos recherches sur le travail gratuit ?**

« J'ai travaillé sur de nombreuses formes d'activités différentes non reconnues comme du travail : service civique, bénévolat, volontariat, activités sur le net qu'on appelle le *digital labor*, etc. Toutes ces formes de travail, invisibles, permettent de faire fonctionner des entreprises, des services publics et des associations. Le travail gratuit au nom de la citoyenneté est l'une des premières formes sur lesquelles j'ai travaillé. "Au nom de la citoyenneté" fait écho à l'argument "au nom de l'amour", utilisé pour justifier le travail domestique. Cela nous montre que le travail gratuit n'est pas le fruit

d'une soustraction "travail moins salaire", mais un déni de travail, au nom de valeurs. C'est parce que l'on vous reconnaît comme une bonne mère, une bonne épouse, une bonne femme, parce que vous avez prouvé vos valeurs de maternité, de famille, que cette activité n'est pas valorisée socialement, juridiquement et financièrement comme du travail. »

### **Vous en parlez dans votre essai *Travail gratuit : vous avez mené une enquête sur un service public de nettoyage des parcs à New York. Vous montrez que l'État initie et organise cette gratuité pour faire des économies...***

« Au début de notre enquête en 2007, on a observé qu'une transformation radicale s'était opérée depuis les années 1970 : diminution drastique de fonctionnaires et arrivée progressive de salariés associatifs, qui n'ont pas la même rémunération que les fonctionnaires et ne sont pas couverts par les règles de la fonction publique ni par les syndicats. À leurs côtés, il y a aussi des bénévoles et des allocataires de l'aide sociale : aux États-Unis, ces derniers sont contraints, depuis les années 1980, à prêter des heures de travail pour toucher leurs allocations – c'est ce qu'on appelle le *workfare*<sup>1</sup>. L'ensemble de ces travailleurs et travailleuses font les mêmes tâches, ou presque, que les fonctionnaires, mais n'ont pas les mêmes statuts, rendant d'ailleurs leur mobilisation difficile.

De plus, ces différents statuts ne se répartissent pas du tout au hasard des rapports sociaux de sexe, de classe et de race. Les fonctionnaires municipaux et les salariés associatifs sont essentiellement des hommes. Les travailleurs non rémunérés sont principalement des femmes avec, d'un côté, des femmes bénévoles de classe moyenne supérieure, qui nettoient le parc comme si c'était leur jardin, et, de l'autre côté, les bénéficiaires des allocations sociales, qui sont majoritairement des femmes noires ou latines précaires. Il s'agit d'une politique de travail gratuit mise en place dans un service public. Elle prend la forme de la coercition dans le cas des allocataires, puisque cela conditionne l'accès aux allocations. Elle se situe davantage dans le registre de l'incitation auprès des classes moyennes, avec des arguments de valorisation et de consentement. L'État n'est donc pas du tout étranger à la "gratuitisation" du travail. Il oriente, par de l'argent, des discours, des statuts, le monde de l'engagement. Cela se manifeste aussi aujourd'hui dans les appels au travail bénévole, au nom de l'effort collectif, durant cette crise. »

### **EN QUELQUES MOTS**

- + Maud Simonet est spécialiste de la question du « travail gratuit », qui englobe de multiples activités non payées et invisibles, souvent réalisées par des femmes.
- + Ces tâches non rétribuées sont pourtant vitales pour le fonctionnement de la société : on s'en rend compte dans cette période de pandémie Covid-19.
- + Le système capitaliste ne pourrait pas tenir sans ce travail gratuit. Des réflexions féministes visent donc à rendre visibles ces tâches, notamment en calculant leur valeur.

**La facette « citoyenne » ou « solidaire » de l'engagement peut sembler plus difficile à critiquer. Car elle engage des valeurs comme la solidarité, la générosité. Et parce que toute activité ne doit pas non plus être marchandisée...**

« C'est ici qu'à nouveau les analyses féministes nous aident. Quand on regarde le travail gratuit avec le prisme du déni de travail, on a une compréhension de l'exploitation beaucoup plus complexe. C'est plus compliqué de lutter contre les formes d'exploitation qui reposent sur des valeurs qui touchent à ce que l'on est, à ce à quoi on croit, à ce qui nous définit, nous passionne. Il s'agit d'une ambiguïté au cœur du travail gratuit, difficile à démêler. Elle est également au cœur du travail domestique. On peut être conscient de l'exploitation, sans pour autant cesser d'avoir des enfants, d'être amoureux, etc. »

**Comment dénoncer alors ce travail gratuit et invisible et résister à l'exploitation ?**

« Quand les féministes ont voulu montrer l'importance du travail domestique pour le rendre visible, elles ont dû le mesurer. Tant qu'il était mesuré en temps, personne ne le voyait. Le jour où des statisticiennes ont publié des enquêtes qui valorisaient monétairement le travail domestique, ça a fait l'effet d'une bombe. C'est l'"enjeu de la valeur", comme l'a défini l'économiste et statisticienne française Annie Fouquet. Pour faire voir ce travail, pour mesurer son poids dans la production, il fallait le mettre dans l'unité dominante qui est la monnaie, expliquait-elle. Mais à partir du moment où on le mesure en monnaie, n'est-ce pas offrir une victoire au néolibéralisme, qui veut marchandiser toutes les sphères de nos existences jusqu'à l'intimité de nos foyers ?

Des réponses féministes peuvent nous aider à dépasser ce dilemme. Le mouvement "Wages for Housework" ("salaire ménager"), très actif en Italie, au Canada ou en France, porté notamment par Silvia Federici et Mariarosa Dalla Costa, a voulu faire rentrer le travail domestique dans le salariat. Elles posaient en fait la question : à quoi donne-t-on aujourd'hui de la valeur ? Elles ont été critiquées par d'autres féministes, qui soulignaient le risque de "naturalisation" du travail domestique, le danger de renvoyer les femmes à la maison. Si les féministes ont eu des désaccords entre elles, elles ont généralement utilisé l'argument de la rémunération pour sortir le travail du déni, l'intégrer dans ce qui est pensé comme relevant du travail, pour subvertir un rapport social, capitaliste et patriarcal. »

**Il y a aussi des tâches gratuites plus valorisées que d'autres... Comment éviter le mépris de certaines formes de travail gratuit, et donc de certaines femmes qui les réalisent ?**

« On ne peut pas analyser le travail gratuit sans une approche intersectionnelle. Dans les années 1980, bell hooks a déjà montré que le travail gratuit des unes n'est pas celui des autres : si les féministes blanches voulaient quitter l'espace domestique et courir sur le marché du travail pour trouver leur émancipation, les femmes noires américaines et les femmes des milieux populaires étaient,

elles, sur le marché du travail depuis bien longtemps et désiraient être davantage à la maison.

La maison – et le travail domestique – constitue pour ces femmes, dans une société capitaliste, raciste et patriarcale, qui les prive de leur subjectivité politique, un espace de résistance, où l'on peut se construire en tant que sujet politique. Le foyer peut aussi être un lieu d'apprentissage du "soin de son environnement et des autres" pour les petits garçons, dans l'idée qu'ils deviennent des hommes différents. Il faut donc garder en tête que les valeurs qu'on donne au travail gratuit diffèrent selon l'endroit où l'on se place, selon le rapport social dans lequel il est pris.

Un lien peut être fait avec le revenu universel. Derrière les discours sur le revenu universel, se rejoue aussi une mise en concurrence teintée d'un rapport de classe très fort entre une bonne et une mauvaise forme de travail gratuit : la bonne étant le travail bénévole et associatif, la mauvaise étant le travail domestique. Le revenu universel, pour ses défenseurs, viendrait "libérer" les femmes de la classe moyenne de l'emploi et leur donnerait du temps pour un engagement plus noble dans les associations. Pour rappel, les femmes y sont déjà pleinement investies et l'associatif n'est pas dénué de rapports inégalitaires. Par ailleurs, on survalorise ce travail bénévole associatif, et on dévalorise le travail domestique davantage rattaché aux classes populaires.

Le féminisme n'avancera pas tant qu'il n'aura pas revalorisé le travail domestique. Il y a une guerre des valeurs à mener avec le système patriarcal et capitaliste à cet endroit. Peut-être que la période de confinement que nous traversons peut aider à revaloriser ce travail domestique, à construire les mères comme sujets politiques, à mettre en lumière ce travail domestique élargi au-delà du foyer, au-delà de la famille, dans sa dimension politique, en gardant impérativement – juste à côté des féministes marxistes – bell hooks en tête. » ●

1. Le workfare, c'est-à-dire la mise au travail obligatoire d'allocataires sociaux/ales par le biais de services à la collectivité, n'existe pas en Belgique. Toutefois, ces 20 dernières années, notre pays a développé ses politiques d'« activation » des chômeurs/euse et des allocataires sociaux/ales.



**À lire**

Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?  
Maud Simonet  
Textuel 2018  
160 p., 15,90 eur.

# JUSTINE MASSEAU RÉVÈLE LA

## « MATERNITÉ IMPENSÉE »

Justine Masseaux, travailleuse sociale, animatrice et éducatrice, a mené une enquête qualitative sur le « déni de grossesse » à partir de sept récits de vie de femmes de Belgique et de France et de témoignages de professionnel·les (gynécologue, intervenante en maison maternelle). L'idée lui est venue après avoir rencontré et accompagné plusieurs femmes confrontées à cette « maternité impensée ». Justine Masseaux voulait raconter l'ensemble des violences physiques, psychiques et institutionnelles vécues par ces femmes durant leur grossesse, mais surtout après l'arrivée de l'enfant. Rendre visible cette expérience dans sa complexité, « *au-delà de la surprise d'un ventre qui ne grossit pas* ».

PROPOS RECUEILLIS PAR MANON LEGRAND

« [L'expression] *déni de grossesse remet la mère dans le déni, or on n'est pas dans le déni. Surtout, on ne sait pas, on n'envisage pas, c'est l'impossibilité de grossesse. On peut appeler ça... l'Immaculée Conception ! Pour moi, c'est plus de l'ordre de ça. Sans que ce soit immaculé du tout mais dans l'idée où ça n'allait pas se passer. Donc oui, je trouve ça très moche [l'expression "déni de grossesse"]*.

*Je sais très bien que ce n'est pas une appellation pénale mais ça me fait quelque chose de cet ordre-là. Un vrai jugement de valeur, profond qui passe par le discours. [...] Ça ne fait pas écho de ma réalité. »*

YAËLLE, TRENTE-HUIT ANS, MÈRE DE DEUX ENFANTS.  
A DÉCOUVERT L'UNE DE SES GROSSESSES À CINQ MOIS.  
EXTRAIT DE "LA MATERNITÉ IMPENSÉE"

« [Le déni de grossesse] *est assez invisible et donc du coup, pour beaucoup de jeunes filles qui sont confrontées à ça, à mon avis, elles se sentent souvent des aliens qui sont passés à côté de choses grosses comme des maisons. [...] J'avais envie de le partager avec toi pour pouvoir effectivement donner aussi [une sorte de] soutien et dire aux plus jeunes: "Moi, je sais que ce n'est pas de votre faute. Sachez que ça arrive à plein d'autres. [...] Juste on a oublié de vous dire que ça arrive."* »

YAËLLE

## EN QUELQUES MOTS

- + L'expression « déni de grossesse » est souvent teintée d'un jugement négatif sur les femmes concernées.
- + Justine Masseaux a mené l'enquête sur ce sujet tabou en écoutant les histoires de femmes ayant vécu ce qu'elle appelle plutôt des « maternités impensées ».

### **Pourquoi ce sujet est-il si tabou ?**

« En France comme en Belgique, à partir du moment où le déni est levé, la grossesse est considérée comme "normale" et les femmes ont un suivi habituel. Le déni de grossesse disparaît dans les dossiers médicaux, ou il est seulement mentionné en petit. Il n'existe donc pas de recensement. Le déni n'existe alors plus que pour les femmes et leur entourage. Il y a aussi un déni médical. Le déni de grossesse peut être partiel, à 4 mois de grossesse par exemple, ou total. Certains médecins ne reconnaissent que le déni total, considérant que la découverte au 4<sup>e</sup> mois n'est pas un déni. Pour les femmes, si, car elles n'ont plus le choix de leur grossesse. Certains médecins ou psychologues refusent carrément de reconnaître le déni: ils parlent de dissimulation, insinuent que les femmes auraient caché leur grossesse. Plus globalement, le déni est aussi sociétal, car le déni de grossesse vient perturber nos représentations sublimées de la maternité. »

### **Vous parlez de « maternité impensée » plutôt que de « déni de grossesse ».**

« Oui, et cela m'est venu des femmes qui ressentent cette appellation comme un vrai jugement de valeur. Dans le déni, il y a la volonté de ne pas voir. Or, ça n'est pas le cas des femmes qui font un déni de grossesse. Parler d'"impensé", c'est aussi souligner que la société ne le pense pas, donc n'accompagne pas les femmes. Il n'existe pas d'associations pour ces femmes, pas d'accompagnement psychologique systématique dans les maternités pour elles. Ce titre souligne aussi qu'il est impensable dans la société qu'une mère ne reconnaisse pas sa grossesse, qu'elle ne la ressente pas. Il faudrait parler d'un "déni en communauté", selon l'expression du psychologue Éric Calamote, parce que la grossesse n'est remarquée ni par les proches ni par les médecins. Il n'y a pas que la mère ! »

### **Cet impensé sociétal sous-entend aussi que « ça n'arrive qu'aux autres »...**

« Plusieurs femmes m'ont expliqué cela. "Je pensais que ça ne m'arriverait jamais, moi qui ai eu une éducation sexuelle, qui connais mon corps", etc. Des personnes – y compris les femmes que j'ai rencontrées avant que ça ne leur arrive – pensent aussi que ça n'arrive qu'aux milieux sociaux moins favorisés. Alors que cela peut arriver à n'importe qui, même sous contraception, à 30 ans, quand on a déjà des enfants, etc. »

### **Avez-vous pu dégager des sentiments communs chez les femmes qui ont vécu cela, malgré la singularité de chaque expérience ?**

« J'ai observé chez plusieurs d'entre elles une volonté de rattraper le temps perdu. Ce sentiment est d'autant plus fort que la découverte de la grossesse est tardive. Elles culpabilisent aussi d'avoir fait tout ce que l'ascétisme maternel proscrit. Alors, elles ne mettent pas leur enfant en crèche, le gardent à la maison, même si elles doivent pour cela abandonner leur boulot ou sacrifier leurs relations sociales. Elles craignent que le lien affectif ne se développe pas puisqu'il n'a pas existé dans la conscience. »

### **Il serait intéressant de faire une enquête du point de vue des enfants...**

« Oui, pour répondre aux inquiétudes des mères. Mais enquêter sur les enfants pourrait aussi être ressenti pour les mères comme un doute que nous avons à l'égard de l'amour qu'elles portent à leurs enfants et surtout à l'égard de leur capacité à être une "bonne mère", comme un regard différent que nous porterions sur elle. »

### **Il n'y a pas de pères dans votre enquête. C'est voulu ?**

« Il serait intéressant de parler avec les hommes, de voir comment eux gèrent toute cette maternité non prévue, mais ce n'était pas l'approche du bouquin. Certains hommes s'en vont. D'autres hommes que j'aurais pu rencontrer – qui, eux, sont restés – n'étaient pas désireux de me parler, voulaient passer à autre chose, ne pas garder cette "étiquette". »

### **Les femmes sont prises dans une ambivalence. Vous écrivez : « Ces mères éprouvent le besoin constant de ne pas être associées invariablement à la folie d'un phénomène sortant de l'entendement. D'autre part, elles appellent à une attention particulière et bienveillante de la part des personnes gravitant autour d'elles. »**

« Elles veulent être reconnues comme de bonnes mères ou, en tout cas, elles ne veulent pas être soupçonnées de ne pas l'être. Mais en même temps, elles veulent aussi qu'on reconnaisse que cette grossesse écourtée n'est pas simple à vivre, qu'elles doivent faire face à un tas de difficultés qui n'ont pas du tout été anticipées. Elles voudraient entendre un "Je vous comprends", "Ce n'est pas de votre faute", afin d'alléger le poids de la culpabilité.

Ces mères ont besoin que soit reconnu par les professionnels le caractère inédit de leur maternité, sans pour autant la dramatiser. Les femmes veulent s'émanciper de la charge de ce déni. Mais elles m'ont aussi confié combien il se manifeste encore dans leur quotidien. Certaines femmes sont contraintes de vivre un quotidien non désiré, sans pouvoir travailler, voyant leurs relations sociales se délier. Ça touche aussi l'intime, au plus profond. Elles perdent confiance en leur corps et en leur contraception. »

### **La plupart des femmes que vous avez rencontrées ont décidé de le garder. Que faire pour celles qui ne « veulent pas » de cette grossesse, pour les multiples raisons qu'on peut imaginer ?**

« En effet, les femmes que j'ai rencontrées n'ont pas envisagé l'avortement dans un pays voisin [où les délais sont plus longs, ndlr] et n'ont pas choisi l'abandon. À partir de ce que les femmes m'ont proposé, je crois qu'il serait nécessaire de réfléchir à un délai d'avortement plus long. Hors cadre IVG, l'abandon est l'alternative pour une femme décidée à ne pas garder son enfant. Cheima et Madisson, deux femmes que j'ai rencontrées, l'ont envisagé au cours des premières heures qui ont suivi la levée du déni. Contrairement à la législation française, la Belgique ne permet

pas aux femmes d'accoucher sous X, procédure qui garantit l'anonymat de la mère. La législation belge permet plutôt à la mère biologique de confier son enfant à l'adoption en contactant un des trois organismes reconnus<sup>1</sup>. Les femmes résidant en Belgique qui souhaitent malgré tout garder leur anonymat doivent déposer leur enfant dans la seule "boîte à bébés" opérationnelle, située à Anvers, ou se déplacer en France pour un accouchement sous X. Un tiers des femmes qui accouchent anonymement à Lille sont originaires de Belgique. »

### **Quelles pistes concrètes évoquent les femmes que vous avez rencontrées pour mieux vivre cette « maternité impensée » ?**

« Elles soulignent toutes la nécessité d'une plus grande bienveillance du corps hospitalier. Elles voudraient aussi qu'on parle du déni de grossesse autrement qu'uniquement sous l'angle des infanticides, et que soit reconnu le déni de grossesse partiel. Cela impliquerait que l'entourage proche et les travailleurs sociaux, mieux informés, les jugent moins. Il serait nécessaire aussi d'avoir un lieu, une association spécialisée où des personnes sont au courant de la situation et ne les jugent pas. Mais cela peut être difficile pour elles d'aller frapper aux portes, affronter des psys ou des assistants sociaux. Je pense qu'il serait préférable qu'il existe un accompagnement dans les services de maternité. Pour l'instant, elles se retrouvent entre elles et échangent sur des groupes Facebook. » ●

1. Dont l'ONE : [www.one.be](http://www.one.be)

## **UNE NOUVELLE COLLECTION INSPIRANTE**

*Une maternité impensée* est le premier ouvrage de la nouvelle collection « Transitions sociales et résistances » (Academia-L'Harmattan). L'objectif ? Saisir et visibiliser des enjeux sociaux contemporains, appréhender l'exclusion, les inégalités, la pauvreté, les rapports de domination... Cette collection entend aussi révéler des pratiques inspirantes pour les métiers du soin et de l'accompagnement. Le deuxième titre s'intéresse à la réalité des femmes sans abri.



**Une maternité impensée**  
**Devenir mère à la suite d'un déni de grossesse**  
Justine Masseur  
Éditions Academia - L'Harmattan 2019  
128 p., 13,5 eur.



« Boîte vide », « fente »,  
« conne », « tête de caniche »,  
sans oublier toutes les  
variations de « pute » :  
voilà le genre de messages que  
reçoit régulièrement  
Sihame El Kaouakibi, députée  
Open Vld au Parlement  
flamand. À quelques jours du  
8 mars, elle en a eu assez et  
elle a posté une vidéo pour  
dénoncer les insultes sexistes  
et racistes dont elle est la cible.  
Comme tant d'autres femmes  
aussi...

IRÈNE KAUFER

**D**ans la vidéo, on peut percevoir son émotion et sa colère. Par moments, elle semble sur le point de craquer. Mais Sihame El Kaouakibi ne craque pas. Elle dit que ces insultes la blessent, mais que ça ne va pas l'arrêter dans ses engagements. Et elle en appelle à la solidarité, au-delà des frontières des genres et des partis. « En général, on se tait et on continue, on se dit que les gens qui font ça n'ont rien de mieux à faire, ce sont des frustrés, on laisse passer... Mais honnêtement, je ne peux plus. On m'a prévenue, quand je suis entrée en politique, je sais que c'est un monde dur. Mais ça fait dix ans que je subis ça, et ça devient de plus en plus grave. Et je me rends compte que beaucoup d'autres femmes le subissent aussi. »<sup>1</sup>

#### Ne plus se taire

Le message est fort et émouvant. Fort quand la députée pointe le fait que nous, qui donnons des leçons de dignité et d'égalité aux autres pays et continents, nous tolérons que des femmes soient ainsi malmenées durant des mois et des années. Émouvant quand elle revendique sa vulnérabilité, car « il n'y a rien de mal à être vulnérable. S'il n'y a pas de leaders qui le montrent, quelle image donnons-nous à la société ? Comment gérons-nous le bien-être ? » Si la politique est un monde dur, la députée refuse de devenir dure à son tour.

Sihame El Kaouakibi fait le constat que les auteurs de ces insultes sont des hommes blancs, tandis que d'autres hommes blancs sont là pour la défendre. Mais pas assez nombreux. Tout comme, trop souvent, les femmes qui subissent ce cyberharcèlement préfèrent se taire. « On se demande pourquoi tant de femmes ne choisissent pas d'entrer dans une fonction publique, ou d'aller s'asseoir dans un studio de télévision, et pourquoi on voit toujours les mêmes hommes sur nos écrans : eh bien, c'est justement pour cela. Et ceux qui vont le nier sont principalement ces mêmes hommes. Je veux croire que c'est une minorité, mais c'est une minorité bruyante, parce que nous, la majorité, nous nous taisons. »

Et c'est pourquoi Sihame El Kaouakibi s'adresse aux autres femmes : « Wees luider ! », leur dit-elle, ce qu'on pourrait traduire librement par « Faites-vous entendre ! » ou « Criez plus fort ! » Quant aux témoins qui, elles/eux aussi, se désolent mais ne disent rien, elle les encourage à soutenir et à répercuter ce cri. ●

1. La traduction est de nous. On peut trouver la vidéo en néerlandais en tapant le nom de la députée Sihame El Kaouakibi dans un moteur de recherche.



# BABYBOOM, WALHALLA ET RÉGURGITATIONS

Quand Benoîte se prête à un exercice de décryptage du langage de la communication ciblée parents – ou plutôt (futures) mamans –, on fait des gros « Rhoooo ».

**L**e communiqué de presse dit que c'est un événement à ne pas manquer pour les futurs parents (les deux). Babyboom : « *le salon du bébé le plus chouette de Belgique* » – reporté à octobre pour cause de Covid-19 – est carrément décrit comme « *le bébé walhalla* » ! Dans le dictionnaire, « Walhalla » : temple allemand dédié aux hommes illustres de la civilisation allemande. Ou, dans la mythologie nordique : paradis où vont les guerriers après leur mort. Du coup, j'ai pas compris.

Le communiqué poursuit : « *Vous êtes devenue maman ? Un petit miracle grandit dans votre ventre ?* » Ah ! Y'a plus que la maman. « *Un événement à ne pas manquer pour passer une chouette journée avec votre partenaire, vos amies ou les futures grands-mères et tantes.* » Nulle trace des oncles, des cousins, des grands-pères... « *Où sont les femmes ?* », s'interroge le chanteur Patrick Juvet ? Eh bien, elles sont toutes à Babyboom, boum boum, le

paradis des guerrières ! Salon qui « *apporte réellement une réponse à tout.* »

Un exemple : le communiqué pointe le fait que les parents (on note le retour du pluriel) perdent six semaines de sommeil au cours de la première année de vie de leur enfant. La solution : le « MamaRoo Sleep », un berceau imitant le mouvement des parents, oups non, pardon !, le mouvement des mamans qui calment leur enfant. Rhooooooo, trop bien ! On plonge en prime dans l'histoire de la naissance du berceau berçant : « *En 2005, les Américains Rob Daley et Henry Thorne (deux papas ?) décident de fonder une entreprise proposant des produits révolutionnaires (notez, révolutionnaires) pour bébés. [...] Quatre mères leur donnent quantité d'idées de même qu'un nom pour leur entreprise : 4moms. 4moms est une société en pleine croissance, qui change la façon dont les parents (les deux parents ?) envisagent les fournitures pour bébés en imaginant des produits bien meilleurs !* »

Le message : achetez donc un lit qui remue pour l'aimable somme de... 430 euros. Plutôt que de donner les moyens aux deux parents d'avoir du temps pour bercer leur enfant, et éventuellement d'en avoir encore un peu en rab pour eux-mêmes, notre époque consumériste et les décisions politiques favorisent l'émergence de ce type de solution présentée comme la panacée. Rhooo mais dites, les femmes ne sont pas des guerrières de Babyboom mais des guerrières du combat politique ! ●



# NOS ÉTOILES PARTAGÉES

Quand de la cruauté des événements jaillit la grâce, quand des genres musicaux intriqués créent de nouveaux territoires, alors la joie ! C'est cette allégresse remontant des tripes qui traverse les six morceaux de l'album de Clara Ysé, sorti à l'automne dernier. Une version acoustique récente sublime son titre d'ouverture, *Le monde s'est dédoublé*, et ramène l'attention sur ce petit joyau. Stellaire, Clara Ysé se tient à l'intersection du chant lyrique, du jazz, de la pop et de ce que l'on appelle encore (de façon occidental-centrée) « musiques du monde ». Six titres poétiques, lumineux et, pour la première fois, écrits en français – sa langue maternelle : une renaissance, confie l'artiste, après le décès de sa mère, la philosophe française Anne Dufourmantelle, victime d'un arrêt cardiaque après avoir sauvé de la noyade, l'été 2017, le fils d'une amie. Emporté, l'EP torsade les extrêmes, les retourne sur eux-mêmes pour qu'ils finissent par s'effleurer. Unifiant sensations et sentiments a priori opposés et styles musicaux éloignés – chant lyrique, chanson française ou latino-américaine et accents pop –, Clara Ysé fait preuve d'une maîtrise certaine et d'une originalité intense, au service d'une pulsion de vie fondamentale. Elle cite comme référence Barbara, Mercedes Sosa, Janis Joplin ou encore Maria Callas, des artistes avec lesquelles Clara Ysé partage la création de nouveaux espaces d'émotions. (V.L.) ●



EP *Le monde s'est dédoublé*  
[www.unit-production.com/artiste/clara-yse](http://www.unit-production.com/artiste/clara-yse)

ATTENTION, IL S'AGIT D'UN AGENDA DE CONFINEMENT, DONC VIRTUEL ET, SELON LA FORMULE DÉSORMAIS CONSACRÉE, SUBJECTIF ET NON EXHAUSTIF.

ÉCOUTER

Au mois d'avril, nous avons posté tous les matins sur notre page Facebook des conseils de podcasts féministes, pour celles qui pouvaient s'évader par les oreilles... Retrouvez-les via les hashtags #podcastfeministe #PodcastClub #restezchezvous #chezsoi!

## AWARE, SUR LES FEMMES ARTISTES

DÉCOUVRIR

AWARE, pour « Archives of Women Artists, Research and Exhibitions » (titre anglais, mais site francophone), s'attache à la création, l'indexation et la diffusion de l'information sur les artistes femmes du 20<sup>e</sup> siècle. On découvre sur le site de cette géniale et nécessaire initiative des noms inconnus, évidemment, de créatrices effacées par l'histoire de l'art, venues de tous les horizons artistiques et géographiques. Un endroit virtuel où flâner, voyager, trouver des traces d'œuvres de nos semblables. (V.L.)  
<https://awarewomenartists.com>

## LES ESPIONNES

VIBRER

Produit par Arte, la série « Les espionnes racontent, récits de femmes de l'ombre » brise le mythe de l'espionne sexy qui couche pour obtenir des renseignements, une image réductrice, commente la journaliste Chloé Aeberhardt, partie à leur recherche pour collecter leur récit, de France en Amérique, de Russie à Israël ou en Allemagne. Six films d'animation de quelques minutes, passionnants, amusants, créatifs, terriblement humains, lointains et proches en même temps de notre imaginaire collectif sur le monde de l'espionnage. « Il est capital d'éclairer le rôle des femmes dans les affaires internationales », explique une des rares espionnes qui a accepté de partager son histoire. (V.L.)  
[www.youtube.com/watch?v=r1eQ1RaurDg](https://www.youtube.com/watch?v=r1eQ1RaurDg)



Frida Kahlo, par Guillermo Kahlo

## FRIDA KAHLO, UNE EXPO VIRTUELLE

Peintures, thèmes, coups de pinceau, mots, lettres... Tous les aspects de l'œuvre, de la vie et de l'héritage de l'artiste mexicaine autodidacte engagée, frappée par la maladie et le handicap. De nombreuses entrées qui familiarisent avec cette personnalité hors du commun et pourtant si proche de nous, lorsqu'elle partage ses ressentis au travers de sa peinture singulière. (V.L.)  
<https://artsandculture.google.com/project/frida-kahlo>

EXPLORER (EN FAMILLE)



Selma Lagerlöf, par Aron Jonason

## LE MERVEILLEUX VOYAGE DE NILS HOLGERSSON À TRAVERS LA SUÈDE

Parmi les propositions de lecture à écouter mises à disposition par France Culture, le classique de la littérature jeunesse de l'autrice suédoise Selma Lagerlöf, première femme écrivaine à remporter le prix Nobel de littérature en 1909. En famille ou en solitaire, partir avec l'ado Nils, rétréci, à dos d'oie et visiter les contrées suédoises au fil d'une série d'aventures. (V.L.)  
[www.franceculture.fr/emissions/lectures-denfance/](http://www.franceculture.fr/emissions/lectures-denfance/)

## MADELEN, SITE D'ARCHIVES

SE BALADER

Madelen, la plateforme de streaming illimité à la ligne éditoriale attentive aux femmes, mise sur pied pour valoriser les archives, à partir des années cinquante, de l'INA (Institut national de l'audiovisuel français), offre trois mois d'abonnement gratuit en ces temps exceptionnels. Séries et fictions, docus, spectacles et concerts, émissions cultes: à vous de piocher dans le large catalogue proposé. (V.L.)  
<https://madelen.ina.fr>

## UNE MINUTE DE DANSE PAR JOUR

BOUGER

La chorégraphe Nadia Vadori-Gauthier danse, chaque jour, une minute dans un endroit public ou non; elle se filme et partage ses vidéos sur les réseaux sociaux. Son projet est né en 2015, en réaction au choc de l'attentat contre Charlie Hebdo. Ses courtes capsules vidéo, poétiques, étranges, s'empilent et fabriquent autant de petits moments de résistance. (V.L.)  
[www.uneminutededanseparjour.com](http://www.uneminutededanseparjour.com)





# PAPICHA

**Le film *Papicha* est un grand film de femmes, qui a été interdit en Algérie, mais qui représente le pays aux Oscars 2020... L'actrice Lyna Khoudri y interprète Nedjma, 18 ans, qui vit à Alger. Étudiante, elle rêve de devenir styliste. Quand la nuit tombe, elle se faufile à travers les mailles du grillage de la cité étudiante avec ses meilleures amies pour rejoindre la boîte de nuit où elle vend ses créations aux « papichas », le surnom donné aux coquettes jeunes filles algéroises.**

CAMILLE WERNAERS

Pour son premier film librement inspiré de faits réels, la réalisatrice Mounia Meddour regarde par la lucarne de l'intime afin de développer un propos politique. En toile de fond en effet, on découvre les années 1990 et la guerre civile en Algérie, une période appelée « la décennie noire » et qui fit entre 150.000 et 200.000 victimes. À cette époque, le Groupe islamique armé (GIA), le principal groupe terroriste qui affronte le gouvernement, utilise à de nombreuses reprises l'attentat et l'assassinat comme moyens d'action. Mounia Meddour a vécu ces événements de près : elle a quitté le pays en 1997 à cause des menaces de mort qui pesaient sur son père, également réalisateur. Alors que la situation politique et sociale du pays ne cesse de se dégrader, son personnage, Nedjma, décide quant à elle de se battre pour sa liberté en organisant un défilé de mode, bravant ainsi tous les interdits.

## Un film presque palpable

Car les femmes sont particulièrement visées par les revendications du GIA. Parmi celles-ci, le port obligatoire du voile intégral, ce que Nedjma refuse, tout attentive qu'elle est à la symbolique des vêtements. Son refus est un acte de courage : en Algérie, rien qu'au début de l'année 1994, une dizaine de femmes sont tuées par les islamistes pour « mauvaise vie ». Dont Katia Bengana, 17 ans, assassinée le 28 février 1994 parce qu'elle refusait de porter un hijab. Elle est devenue après sa mort un symbole de la lutte des femmes pour leurs droits en Algérie. Dans ce contexte, pour son défilé, Nedjma décide de travailler que des haïks, c'est-à-dire des longs voiles traditionnels, souvent de couleur écru et en laine ou en soie, qui s'accompagnent d'une pièce de tissu brodé cachant la partie inférieure du visage. Au-delà du sujet de la liberté des femmes, on apprend également que les étudiantes

étaient régulièrement droguées avec du bromure, un sédatif antiépileptique, pour « calmer » leur « appétit sexuel »...

Ce long métrage s'inscrit ainsi dans les pas des grands films de femmes qui ne font pas l'impasse sur nos réalités. Avortement, viols et violences par leur partenaire sont aussi le lot des Algéroises. *Papicha* est un film tangible, presque palpable, que l'on sent sur sa propre peau comme lors de la scène du hammam. Nedjma touche les différents tissus ; plus sa rage grandit, plus elle s'accroche aux paillettes et aux sequins, elle coud, elle mesure, elle coupe puis elle déchire. Les scènes d'insouciance du début du film sont petit à petit remplacées par des moments très oppressants et violents. Un mur se construit autour de la cité universitaire, ses professeur-es sont attaqué-es, de plus en plus d'affiches sont collées dans l'espace public exigeant des femmes qu'elles se couvrent. *Papicha* est « un film sur la colère », selon les mots de la réalisatrice au journal *Le Soir* (15 octobre 2019), la colère des femmes que l'on montre si rarement. Une colère qui, comme l'intime, est politique. ●



Le film « *Papicha* » est notamment disponible sur la plateforme de streaming légal UniversCiné.

## MIRION MALLE : « IL EST TRÈS DIFFICILE DE PARLER DE DÉPRESSION »

L'autrice de BD Mirion Malle allie douceur, humour et féminisme pour parler du lourd sujet de la dépression dans son dernier ouvrage, *C'est comme ça que je disparaïs* (éditions la ville brûle). Rencontre.

PROPOS RECUEILLIS PAR PAULINE BOCK

**Ton héroïne, Clara, sombre dans la dépression après avoir subi des violences sexuelles. Comment t'est venue l'idée d'aborder ce sujet ?**

« Je discutais avec une amie du fait qu'il est très difficile de parler de dépression, d'émotions de vide et de ne plus trop pouvoir exister, parce que les gens prennent vite peur et demandent qu'on se taise, pour se rassurer. Je me suis dit que ce serait intéressant d'exprimer dans une fiction ce vide et ce trop-plein à la fois. Ça m'est venu comme sujet de fanzine mais, au bout de 30 pages, l'histoire n'était pas finie... J'ai voulu la raconter uniquement du point de vue de Clara, à travers ses relations aux autres et son isolement, sans voix off. Ça me semblait important qu'elle soit au centre parce que, dans ces moments-là, c'est dur d'aller au-delà de soi, ça mange tellement d'énergie. J'ai construit l'histoire en deux parties : le début, où elle s'enfonce, et la deuxième partie, où elle est au fond. Je me suis beaucoup inspirée de films d'Éric Rohmer, Agnès Varda... Il y a quelque chose de cinématographique dans la narration. J'ai construit le scénario en cercles, pour revenir à des scènes que Clara vit différemment, parce qu'elle en est à un autre moment dans sa dépression. »

**Comment as-tu réfléchi à la façon de mettre en scène une dépression en BD ?**

« Une histoire est ancrée dans un contexte. Il faut parler du tabou autour de ce sujet, de la précarité, des questions de genre et de la violence sexuelle. La dépression existe depuis longtemps, mais ce n'est pas intemporel. Une dépression aujourd'hui n'est pas vécue comme il y a vingt ans ou plus. Et elle n'est pas pareille pour tout le



Mirion Malle, autoportrait

© Mirion Malle

monde. Les causes sont multiples. Dans le milieu de Clara, les gens n'ont pas forcément envie d'en parler ou ne savent pas comment aborder le sujet. J'ai essayé d'être la plus juste possible. Je pense qu'avoir évolué depuis longtemps dans un milieu féministe et militant, autour de la justice sociale, fait qu'on est plus attentive aux émotions, au bien-être des gens... Mon but principal était avant tout de faire ce livre pour les personnes concernées. Des lecteurs m'ont dit qu'ils allaient le faire lire à leurs proches pour leur faire comprendre. C'est un beau compliment. »

**Il y a beaucoup de références dans ta BD, notamment le courant « emo » (un style musical et visuel basé sur les sentiments et l'expression de soi), Agnès Varda, et même Shrek...**

« J'avais envie de mettre des détails pour que ça ait de la saveur et pour faire ressortir une certaine émotion. Agnès Varda est mon modèle, donc c'était important qu'elle soit dans ce livre. Je voulais donner une place aux femmes artistes, parce que je lis, regarde et j'écoute majoritairement des œuvres de femmes. Et l'aspect "emo", c'est parce que j'ai été "emo" dans mon adolescence. Il y a beaucoup de douceur pour moi dans My Chemical Romance [un groupe de rock dont la chanson This Is How I Disappear a inspiré le titre de la BD, ndr]. J'ai beaucoup de tendresse pour les adolescents. L'intensité des émotions de cette période me marque encore aujourd'hui. »



© Mirion Malle / éditions la ville brûle 2020

**Tu parlais déjà de féminisme sur ton blog "Commando Culotte"» (axelle n° 171) qui se penchait sur les stéréotypes genrés dans les séries, et qui a donné lieu à la publication d'une BD (Ankama 2016). Comment traiter le féminisme de façon très accessible ?**

« Depuis très jeune, c'est une lutte qui me touche. J'ai fait une maîtrise en sociologie et études féministes, et deux livres de vulgarisation sur le féminisme et la représentation féminine dans la culture<sup>1</sup>. L'histoire de Clara reflète le fait que la plupart des jeunes femmes vivent des violences sexuelles, et que cela peut mener à la dépression. Les violences sexuelles, ce n'est pas une blessure uniquement physique, c'est quelque chose qui s'étale, qui noircit tout. Je voulais aussi montrer la précarité. L'accès aux soins de santé mentale peut être très dur : c'est très cher, ou très long. Quand, en plus, le besoin de soins est dû au fait d'avoir subi des violences sexuelles, il y a l'injustice de payer pour ce que quelqu'un d'autre a fait. Pour beaucoup de femmes, la violence sexuelle joue un très grand rôle dans la santé mentale et sa détérioration. »

**Quelles réactions as-tu reçues ?**

« Je pense qu'il y a une différence de réception en fonction des genres. Les hommes parlent d'un retournement final à propos de l'agression sexuelle de Clara, alors que c'est implicite dès les premières pages. Comme dans *La Cloche de détresse* de Sylvia Plath, l'histoire d'une dépression dans les années 1950, il y a aussi une scène d'agression à côté de laquelle beaucoup d'hommes passent. Les hommes hétérosexuels ne vivent pas du tout dans l'idée qu'ils vont probablement vivre des violences sexuelles, et donc c'est quelque chose qui leur échappe. Alors qu'une femme, même si elle n'en a jamais vécu, a grandi avec l'idée qu'il faut qu'elle fasse attention. C'est comme dans le film *Thelma et Louise* : les hommes y voient un road-movie alors que les femmes sont beaucoup plus retournées. Je pleure à chaque fois, quand Thelma sous-entend que ça aurait été pire de vivre un viol que de tuer l'agresseur. »

**Selon toi, quelle importance a la sororité dans notre société ?**

« Le système n'en a rien à faire que les femmes subissent des violences, et encore plus si on fait partie de minorités sociales. Il est fait pour nous exploiter. La seule arme qu'on a, c'est la sororité en se soutenant entre nous. C'est hyper important, car c'est la seule façon qu'on a de lutter contre ce système. Il faut trouver des moyens de se soutenir et d'être inclusives. »

**Tu as récemment coécrit avec Élise Thiébaud *Les règles... quelle aventure!* (éditions la ville brûle 2017, axelle n° 210), qui parle de la puberté à destination des jeunes filles. Après *C'est comme ça que je disparaiss*, quels sont tes prochains projets ?**

« Je travaille sur une fiction pour enfants et j'ai un autre projet qui parlera d'amour. » ●

1. Mirion Malle est également autrice de *La Ligue des super-féministes* (éditions la ville brûle 2019) et co-autrice de l'ouvrage collectif *Héro(ine) : la représentation féminine en bande dessinée* (Arte Éditions 2015).



**Mirion Malle**  
**C'est comme ça que je disparaiss**  
Éditions la ville brûle 2020  
208 p., 19 eur.

## ANARCHISTES

**ESSAIS** Qui était-elle, Germaine Berton, l'anarchiste qui assassine, en 1923, un membre (faute d'atteindre son chef, Léon Daudet) de la Ligue d'Action française, groupement royaliste ultra-conservateur d'extrême droite et violent soutenant la reprise de la guerre contre l'Allemagne ? Quelle reste la portée de son geste ? Au travers de la synthèse de milliers de coupures de presse et documents, la recherche menée par Frédéric Lavignette rend sa place, complexe, à cette femme de 20 ans revendiquant son geste, libre sexuellement, devenue une icône – parfois qualifiée de féministe – de la lutte populaire. Le bouquin, richement illustré et rythmé comme un journal de l'époque, restitue une réalité tangible à l'histoire, souvent réduite à quelques noms et dates phares. Sur trame de thriller, il met à jour l'instrumentalisation du geste de Berton par les différents groupes politiques, et les différentes visions des médias suivant leur orientation politique. Passionnant.

Même mouvement anarchiste, autre orientation, autre récit : *Les En-dehors*, de la sociologue Anne Steiner retrace les parcours, à partir de la figure de Rirette Maîtrejean, d'anarchistes individualistes et illégalistes au début du 20<sup>e</sup> siècle. Elles et ils ne croyaient ni au système parlementaire ni en l'action syndicale pour changer le monde. Elles et ils expérimentaient, de façon individuelle et au quotidien, leur idéal social, tentant d'abolir tout rapport de pouvoir et tablant sur la solidarité (ni servir, ni être servi-es, ni dominer, ni être dominé-es), inventant d'autres façons de faire communauté : autonomie, frugalité, éducation... Une façon de vivre qui ne peut qu'entrer en résonance avec notre monde aujourd'hui. (V.L.)



**Germaine Berton, une anarchiste passe à l'action**  
Frédéric Lavignette  
Éditions L'échappée 2019  
283 p., 24 eur.



**Les En-dehors. Anarchistes individualistes et illégalistes à la « Belle Époque »**  
Anne Steiner  
Éditions L'échappée 2019  
288 p., 19 eur.

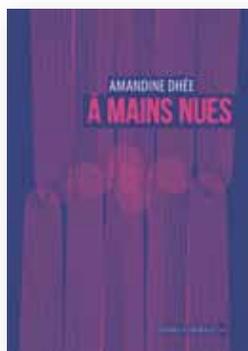
## CRAZY BRAVE

**ROMAN** « Chaque âme porte en elle un chant. » Asseyez-vous : Joy Harjo, poétesse, musicienne, peintre, va vous conter son histoire. Féministe amérindienne, elle relate sa vie dans son roman *Crazy Brave* (« Folle courageuse »), son nom en langue creek. Née dans les années 1940 d'une mère cherokee et d'un père creek, descendante d'une lignée de chefs amérindiens, elle a survécu à l'abandon de son père et aux abus de son beau-père, à une église évangélique raciste et aux tentations de l'alcool. Jeune mère isolée, elle va porter les droits des Amérindien-nes dans les années 1970. Femme de lettres reconnue, elle obtiendra le titre de « poétesse » des États-Unis en 2019, la seule personne amérindienne à avoir obtenu cette récompense. Mais son roman va au-delà de son histoire individuelle et familiale pour raconter le récit d'un peuple opprimé, dépossédé de ses terres. Déraciné, le texte l'est, lui aussi : découpé en quatre chapitres portant les noms des points cardinaux, comme pour rappeler l'enracinement de son âme avec celle de la nature. Le récit est interrompu par des poèmes et des chants louant les croyances de ses ancêtres et sa connexion aux éléments. Mystique, l'écriture est apaisée. Joy Harjo a un don pour voir, sentir et dire les choses. Dans un hommage à la résilience et aux traditions des « Premières Nations », elle témoigne aussi des conditions de vie des Amérindien-nes. Grâce à l'art et à la spiritualité, elle se libère. Une poétesse n'est-elle pas une guerrière ? (F.D.)



**Crazy Brave**  
Joy Harjo  
Globe 2020  
176 p., 19 eur.

## À mains nues



**À mains nues**  
Amandine Dhée  
Éditions La Contre Allée 2020  
144 p., 16 eur.

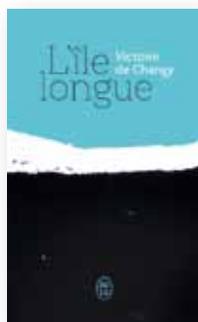
**ROMAN** Elles nous prennent à la gorge, les mains nues d'Amandine Dhée. Elles ont arrêté le temps, afin que la narratrice trentenaire mère d'un petit garçon puisse s'interroger sur ce qu'elle veut, elle. « Je laisse alors retomber ce qui trouble mon eau et extirpe mon désir à mains nues. » Un désir qu'elle a souvent confondu « avec celui des autres », quitte à se noyer. Et ses mains nues au-dessus des flots vont la sauver. La narratrice ramène à la surface toutes ses expériences charnelles dans son parcours de femme : la déflagration intime que sont les premières règles, les premières pelles roulées dans la cour de l'école, la haine de son propre corps à l'adolescence, sa virginité qui l'encombre, les amis-amants, les commentaires des hommes sur son corps dans la rue, la première fois où elle se sent en couple, sa grossesse, la découverte du premier cheveu blanc. Ses mains nues retournent fouiller dans son enfance, revisitent l'âge adulte, projettent le temps de la vieillesse avec, à chaque étape de cette émancipation, une réflexion féministe sur le désir des femmes, leur corps et leur sexualité. « C'est quoi être une femme ? » Ces mains nues cherchent à savoir comment ne plus avoir peur de devenir soi-même. Le style vif et percutant d'Amandine Dhée combat avec humour et sensibilité ces injonctions qui bradent le désir. Le deuxième roman de l'écrivaine et comédienne française tord le cou des normes dans un plaidoyer pour l'émancipation des femmes. (F.D.)

## L'ÎLE LONGUE

ROMAN

Une jeune fille quitte Bruxelles pour Téhéran. Dans une mosquée, elle rencontre Tala, qui vient de perdre sa mère, et sa fille Bijan.

Les carnets intimes de celle qui manque, déchiffrés à quatre mains, vont les mener sur l'île longue « *au tapis noir de jais* », où sont enfouis les secrets et les désirs. Victoire de Changy écrit ces quatre femmes fortes avec une beauté pénétrante. Si l'on ne lit pas ce roman en persan, on le devine, on le palpe. « *Voilà l'Iran. Qui ouvre ou qui ferme. Qui tend ou qui prend.* » L'Iran, en effet, nous prend dans ce deuxième roman de l'autrice. On en sort peuplée de chants persans, de marchés grouillants, de cheveux qui dépassent du voile, d'atmosphère moite et de « *toutes les saisons qu'il y fait en même temps.* » Un livre qui réchauffe comme un thé bouillant. On voyage au creux de Téhéran et l'île de Qeshm, dans l'évocation du corps et de l'esprit des femmes qui sans cesse doivent se reconstruire, s'émanciper. Mariage forcé, répression politique, violences, rien ne leur est épargné. Ode à la liberté, *L'île longue*, qui vient de paraître en édition de poche, est une histoire d'amour, une quête familiale, une escapade dans les yeux des Iranien-nes. On retrouve le talent de Victoire de Changy pour décrire l'intime et l'amour naissant. Elle s'interroge sur le rôle de la mère, à la fois présente et absente, et sur la place de nos aînées. L'écrivaine bruxelloise a une écriture lyrique, qui rythme, rime et résonne, aussi lumineuse et mystérieuse qu'un poème perse. Suaves et doux, les mots s'allongent comme une calligraphie à l'image de l'île au sable noir et d'argent. (F.D.)



**L'île longue**  
Victoire de Changy  
J'ai lu 2020  
192 p., 7,10 eur.

## Seins. En quête d'une libération



**Seins.**  
**En quête d'une libération**  
Camille Froidevaux-Metterie  
Anamosa, 2020  
224 p., 20 eur.

corps et, par là, de s'émanciper. L'auteure raconte le bouleversement induit par l'apparition des seins, les normes esthétiques et les tabous qui pèsent sur eux, le plaisir sexuel qu'ils peuvent générer, le choix d'allaiter ou non, et l'impact de la chirurgie qu'elle soit esthétique ou réparatrice. L'ouvrage est aussi un album de photos de seins qui sont autant de miroirs de la singularité de cette partie du corps féminin, comme une multitude de visages. On referme ce livre à la fois intriguée et inspirée. (C.C.)

ESSAI

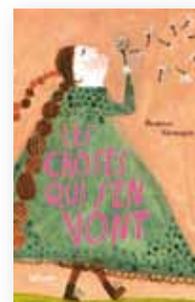
Avec son dernier ouvrage intitulé *Seins. En quête d'une libération*, la philosophe féministe Camille Froidevaux-Metterie nous livre une belle et riche enquête sur un sujet qu'elle considère comme le grand oublié des luttes féministes. À côté du clitoris ou des menstrues qui ont fait l'objet de multiples initiatives ces dernières années, les seins semblent être restés dans l'ombre. Pour cet essai, Camille Froidevaux-Metterie, qui place le corps au cœur de sa réflexion, a interrogé – et photographié – une quarantaine de femmes de tous âges sur la pluralité des expériences qu'elles vivent ou ont vécues avec leur poitrine. Au fil de ces témoignages, enrichis de nombreuses références historiques, théoriques et littéraires, se dessine un tableau du vécu féminin contemporain, écartelé entre les injonctions et les assignations d'une part et, d'autre part, la liberté d'y résister, de se réapproprier son

## BEATRICE ALEMAGNA

JEUNESSE

Plonger dans un album de Beatrice Alemagna, c'est découvrir un style singulier et poétique qui se renouvelle à chaque parution. C'est aussi apprécier une histoire simple qui aide à grandir, comme en témoigne *Les Choses qui s'en vont*, dernière création de l'auteure et illustratrice d'origine italienne. Avec ce livre au style pictural, les enfants sont invité-es à réfléchir à ce qui parsème le quotidien : le sommeil, une écorchure, des bulles de savon, la pluie, la perte d'une dent de lait, etc. Qu'ils soient répétitifs, ponctuels ou inédits, ces petits riens ne font que passer, traverser l'existence. Pour renforcer le côté transitoire des situations et comme pour en adoucir la portée, l'artiste a intercalé entre chaque page une feuille de papier calque à

peine esquissée. Selon qu'on la tourne vers la gauche ou la droite, elle offre de nouveaux détails aux dessins initiaux, apportant une dimension ludique et dynamique... Dans une moindre mesure, le calque est également au service d'un autre récit de Beatrice Alemagna, *Gisèle de verre*, puisqu'il souligne la particularité du personnage principal. Gisèle est à ce point transparente qu'elle se fond dans le paysage. Tantôt les gens se pressent pour admirer le phénomène, tantôt ils rejettent la fillette, fâchés de découvrir les pensées qui s'affichent sans filtre derrière son large front... Initialement paru en 2002, ce conte aborde un thème universel et cher à l'artiste : l'acceptation de soi, qui se gagne parfois au terme d'un long cheminement. (S.D.)



**Les Choses qui s'en vont**  
hélium 2019,  
15,90 eur. Dès 3 ans.



**Gisèle de verre**  
Albin Michel  
Jeunesse 2019  
16,90 eur. Dès 5 ans.

# ADIF Infor-Femmes

Implantée dans la commune d'Anderlecht, à Bruxelles, l'asbl ADIF Infor-Femmes vise l'autonomisation des personnes les plus précaires, dont les femmes. Avec le projet « Gardons l'œil ouvert », l'association développe les regards multiples et critiques sur les médias et donne les moyens de répondre aux besoins d'expression de personnes qui accèdent peu à la parole médiatique.

CAMILLE WERNAERS

**A**DIF Infor-Femmes est une asbl créée il y a plus de 40 ans. Depuis 2002, elle s'est installée dans le centre de Bruxelles, dans le quartier de Cureghem, à Anderlecht. L'association mène des projets et des actions visant à favoriser l'autonomisation et l'émancipation des personnes les plus fragilisées et éloignées de la vie sociale, culturelle, économique et politique. Une partie des activités est destinée exclusivement à un public féminin : « Il nous apparaît essentiel

de conserver des groupes non-mixtes dans le cadre de projets plus en lien avec l'intime, le corps, la santé et le développement personnel, afin de garantir à un public plus vulnérable un lieu sécurisant où s'affirmer, trouver sa place et s'émanciper », explique l'association sur son site internet.

### Garder l'œil ouvert

Pour mener à bien ses missions, ADIF Infor-Femmes s'inscrit dans trois secteurs d'activité. « Nous travaillons à l'insertion socio-professionnelle via des préformations pour aider des personnes déscolarisées, à cause d'un parcours de migration ou de difficultés familiales par exemple, à se raccrocher à une formation. C'est un programme intense de 5 mois qui prépare aux tests d'entrée dans les écoles », souligne Stéphanie Demeestère, formatrice à ADIF Infor-Femmes. Deux autres secteurs sont mobilisés : la cohésion sociale, c'est-à-dire l'apprentissage du français en vue de favoriser l'insertion et la participation citoyenne, et les projets d'éducation permanente. « Nous avons lancé le projet "Gardons l'œil ouvert" grâce auquel nous proposons à nos participantes de développer ou d'accentuer leur regard critique sur les médias. Ce projet est né parce que les participantes aux cours de français étaient en demande d'entendre d'autres voix que celles de leurs professeurs », précise Stéphanie Demeestère. Dans un premier temps, des ateliers ont permis d'observer les médias de manière large, notamment de décortiquer collectivement des émissions ou des photos.

Ensuite, grâce à une subvention de la Fondation Roi Baudouin, une collaboration est née avec l'asbl GSARA, qui a pour mission de créer un regard critique sur les œuvres audiovisuelles. « Les participantes au projet ont pu faire partie du jury du festival de réalités sociales Coupe Circuit, organisé par le GSARA. Elles ont sélectionné quatre films qui seront montrés lors du festival [ce printemps, ndlr]. Beaucoup de films proposés portaient sur des sujets tabous, comme l'homosexualité, le suicide ou la drogue, c'était intéressant », complète-t-elle.

### Urgence de dire

Dans le futur, des ateliers pratiques seront organisés, comme un atelier de photographie, ou encore un blog sur lequel les participant-es pourront s'exprimer. « J'ai cherché mais je n'ai trouvé que trop peu d'autres exemples de textes écrits par des personnes en apprentissage du français ou avec des difficultés de vie particulières. Il y a pourtant chez elles une urgence de pouvoir dire les choses. Le but est également de favoriser la rencontre, par le biais d'interviews. On souhaite vraiment que les participants et participantes s'expriment sur leurs réalités et sur ce qu'ils jugent nécessaire », indique encore Stéphanie Demeestère. ●

<https://inforfemmes.be>

# PAS D'ACCORD AVEC LA DÉCISION DU CPAS. QUE FAIRE ?

**Les aides du CPAS sont le « dernier filet » de la sécurité sociale. En général, les personnes qui reçoivent ces aides n'ont droit à rien d'autre... Si le CPAS refuse d'accorder l'aide, ces personnes n'ont parfois plus rien ! Mais elles peuvent contester la décision du CPAS de deux façons.**

FLORENCE COLS, DROITS QUOTIDIENS

## 1. DEMANDER AU CPAS DE REVOIR SA DÉCISION

La personne peut demander une révision de la décision : le CPAS peut retirer sa décision et la remplacer par une autre. Mais cette révision n'est pas prévue par la loi. Chaque CPAS a sa façon de fonctionner. Il faut donc contacter son assistant-e social-e pour savoir comment faire. Souvent, la personne doit demander une audition au CPAS par écrit.

Cela vaut la peine de tenter cette révision si la personne pense pouvoir convaincre le CPAS de revoir sa décision.

Par exemple, si elle estime que le CPAS a :

- + mal apprécié sa situation ;
- + ou oublié de tenir compte de certains éléments ;
- + ou mal appliqué la loi ;
- + etc.

La personne peut aussi présenter de nouveaux éléments au CPAS, qui peuvent convaincre le CPAS de revoir sa décision.

### LE TOPO

- + Toute personne peut, à un moment, avoir besoin de l'aide du CPAS.
- + Parfois, il arrive que le CPAS refuse d'accorder l'aide sociale ou le revenu d'intégration sociale.
- + Dans ce cas, on peut contester cette décision, en demandant une audition au CPAS, ou en introduisant un recours devant le tribunal du travail.
- + On peut également faire les 2 à la fois.

Le CPAS accorde 2 types d'aides :

- + le revenu d'intégration sociale (RIS) ;
- + l'aide sociale.

Le CPAS mène une « enquête sociale » pour vérifier si la personne remplit les conditions pour y avoir droit. Le CPAS doit évaluer la situation financière et familiale de la personne. Mais les critères ne sont pas toujours objectifs. Si la personne n'est pas d'accord avec la décision du CPAS, elle peut la contester.

### Audition au CPAS

Si le CPAS accepte, il convoque par écrit la personne à une audition. Cette audition doit avoir lieu 15 jours à 1 mois maximum après la demande de la personne. La personne peut se faire accompagner à cette audition par qui elle veut. Elle peut aussi demander à une autre personne d'y aller à sa place.

## 2. RECOURS AU TRIBUNAL DU TRAVAIL

La personne peut aussi contester la décision du CPAS devant le tribunal du travail. Elle demande alors au tribunal de condamner le CPAS à lui accorder l'aide.

### Requête écrite

La personne doit introduire une requête écrite: soit elle l'envoie par courrier, soit elle la dépose au greffe (secrétariat) du tribunal du travail. Des modèles de requêtes existent au greffe. La personne doit compléter le document et y joindre la décision du CPAS qu'elle conteste. Pas besoin d'indiquer des mentions particulières. Il y a très peu de formalisme pour les recours contre des décisions de CPAS. La personne doit simplement indiquer clairement qu'elle n'est pas d'accord avec la décision.

Mais elle doit au minimum indiquer:

- + son nom, son adresse et son numéro de registre national;
- + sa signature;
- + le CPAS qui a pris la décision;
- + la date.

La personne doit envoyer sa requête au tribunal du travail de son domicile (ou de sa résidence si elle n'a pas de domicile).

Le CPAS doit indiquer dans sa décision l'adresse du tribunal auquel la personne doit introduire son recours.

### Dans les 3 mois de la décision

La personne doit introduire ce recours dans les 3 mois à partir de la notification de la décision du CPAS. Donc à partir de:

- + la date à laquelle le courrier recommandé est présenté pour la première fois à la personne (si elle a reçu la décision par recommandé);
- + ou la date de l'accusé de réception que la personne a signé (si elle a reçu la décision en mains propres);
- + ou la date de l'avis laissé par la poste (si la personne est absente lorsque le facteur/trice présente le courrier recommandé à son domicile).

Attention: le CPAS doit indiquer certaines mentions obligatoires sur sa décision. Si une de ces mentions manque, le délai de 3 mois ne commence pas.

### Gratuit

Ce recours au tribunal du travail est gratuit:

- + la requête est gratuite;
- + les frais de justice sont payés par le CPAS, même si le tribunal donne raison au CPAS.

Par contre, la personne doit payer les frais d'avocat-e, si elle en prend un-e. Elle n'est pas obligée: elle peut aller seule au tribunal, ou accompagnée d'une autre personne (un-e assistant-e social-e, un-e membre de sa famille, etc.).

Elle peut aussi donner une procuration écrite à un-e assistant-e social-e pour la représenter au tribunal.

Si la personne reçoit déjà une aide du CPAS, elle a droit à l'aide juridique (« avocat-e pro deo »). Les frais d'avocat-e sont donc en grande partie payés par l'État.

Si elle ne reçoit pas d'aide du CPAS, elle peut avoir droit à l'aide juridique si ses revenus sont inférieurs à certains montants.

### LES 2 EN MÊME TEMPS

La personne peut faire ces 2 démarches en même temps:

- + demander au CPAS de revoir sa décision;
- + introduire un recours devant le tribunal du travail.

Si le CPAS refuse de revoir sa décision, la personne a gagné du temps pour la procédure devant le tribunal du travail.

Si le CPAS revisite sa décision, la personne peut se désister de son recours au tribunal du travail.



Droits Quotidiens .be

Le langage juridique clair

### POUR ALLER PLUS LOIN

Consultez les fiches de la rubrique « Protection sociale – Aides du CPAS » et « Justice – L'avocat – Aide juridique » sur le site [www.droitsquotidiens.be](http://www.droitsquotidiens.be)

# COMMENT POSER UNE MOSAÏQUE MURALE ?

Pour protéger ou décorer les murs d'une cuisine ou d'une salle de bain, il existe des plaques de mosaïque toutes faites. Faciles à poser, elles sont composées de tesselles (en pâte de verre, céramique, marbre, galets...) pré-collées sur une trame en nylon ou en papier kraft.

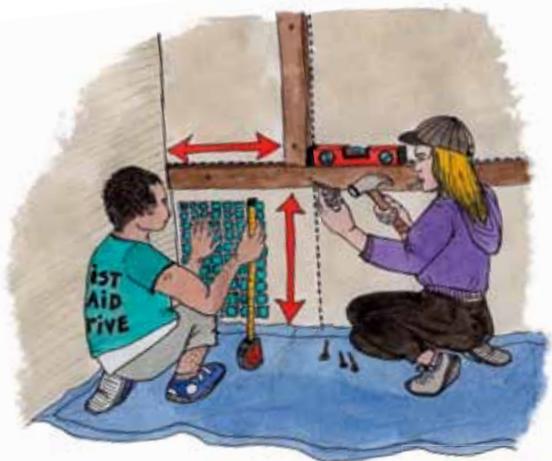
La bricoleuse

## MATÉRIEL NÉCESSAIRE

- Protections de sol
- Gants étanches
- Spatule plate
- Brosse
- Plaques de mosaïque
- Mètre
- Crayon gras
- Niveau à bulle
- Marteau de charpentière
- Pointes à béton
- Tasseaux de bois droits
- Truelle
- Auge
- Colle pour mosaïque
- Seau d'eau
- Verre doseur
- Croisillons d'espacement
- Spatule crantée à dents en V de 5 mm
- Taloche de finition
- Maillet en caoutchouc
- Cutter
- Tenaille à mosaïque ou pince à molette
- Mortier (hydrofuge) pour joints
- Chiffons doux secs
- Éponge humide



## COMMENT FAIRE ?



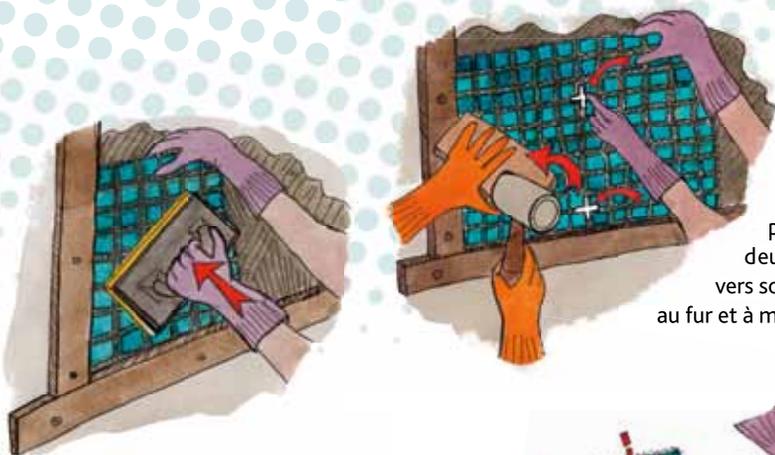
**1.** Installer une protection sur le sol. La surface de pose de la mosaïque doit être plane, solide, sèche et propre. Reboucher les trous, poncer les aspérités et passer la brosse pour enlever la poussière.

**2.** Si la mosaïque doit être placée en frise au-dessus d'un plan de travail, d'une surface carrelée ou d'un bac de douche déjà d'aplomb, on pourra poser les plaques directement. Si elle doit recouvrir un mur complet, on ne pourra pas se baser sur l'aplomb de l'angle des murs ou sur l'horizontalité du sol – rarement droits. Pour créer des repères droits, mesurer à partir du bas la hauteur d'une plaque de mosaïque + l'épaisseur de deux joints, et à partir d'un côté la largeur d'une plaque de mosaïque + l'épaisseur de deux joints. Tracer deux lignes perpendiculaires, une horizontale et une verticale, en vérifiant leur plan et aplomb avec le niveau. Enfin, fixer deux tasseaux sous ces lignes, avec le marteau et les pointes à béton.



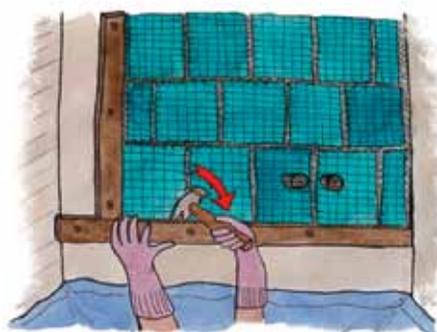
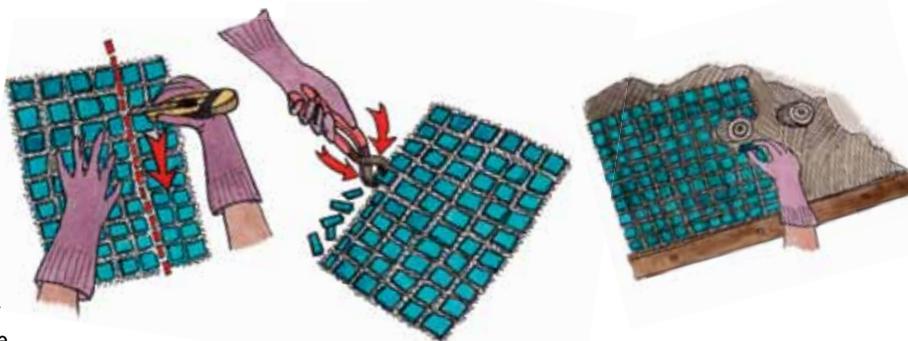
**3.** Dans l'auge, préparer la colle (si elle n'est pas prête à l'emploi) en suivant les instructions sur l'emballage. Mesurer les quantités avec le verre doseur et bien mélanger avec la spatule plate.

**4.** Avec la spatule crantée, étaler la colle sur une surface équivalente à deux ou trois plaques, en striant bien la couche de colle.



**5.** Placer la première plaque à l'angle des tasseaux, alignée contre les bords, et la presser doucement avec la taloche pour l'ancrer. Poser les plaques suivantes en intercalant à chaque fois deux croisillons. S'il s'agit de plaques avec du papier kraft, l'orienter vers soi. Avec un petit tasseau et le maillet, tapoter la surface des plaques au fur et à mesure de la pose.

**6.** Si besoin, découper la dernière plaque de la rangée afin qu'elle rentre dans l'espace restant. Si la distance tombe sur la trame entre les tesselles, la couper au cutter. Si ça tombe sur les tesselles, les rogner à l'aide de la tenaille ou de la pince (pour des découpes bien nettes, s'entraîner d'abord sur des tesselles perdues). Pour une découpe arrondie (autour d'un tuyau de robinetterie par exemple), couper la trame autour des tesselles à enlever, poser la plaque puis remplir le pourtour du tuyau en recollant des morceaux de tesselle découpés à la tenaille ou cassés au marteau.



**7.** Pour commencer la rangée suivante, couper une plaque en deux, et coller la demi-plaque à partir du tasseau vertical, en quinconce par rapport à la rangée du dessous. Une fois les rangées finies, faire sauter les tasseaux avec le marteau et poser les dernières plaques.

**8.** Attendre 24 heures pour faire les joints. Si on a posé des plaques avec du papier kraft, le mouiller avec une éponge et le « peler ». Dans l'auge, préparer le mortier en suivant les instructions sur l'emballage. Garnir grossièrement les joints de mortier avec la taloche, en le faisant bien pénétrer. Passer la taloche de biais pour lisser et enlever le surplus – attention à ne pas creuser les joints !

**9.** Lorsque le mortier commence à durcir, frotter à l'aide de chiffons secs, en un mouvement circulaire, puis passer une éponge humide pour lisser les joints et nettoyer le voile du mortier. Rincer régulièrement l'éponge et bien l'essorer (trop d'eau creuserait les joints). Attendre la prise complète du mortier, puis frotter à nouveau avec les chiffons et repasser l'éponge humide. Une mosaïque à surface lisse (pâte de verre par exemple) sera plus facile à nettoyer.

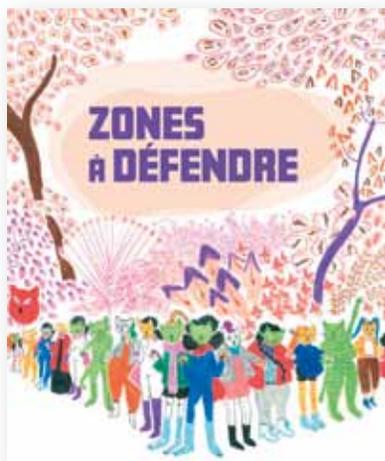


**10.** Nettoyer les outils et attendre 48 heures avant usage. Si nécessaire, poser un joint étanche (pour un bac de douche par exemple) et un profilé de finition sur les bords de la mosaïque.

N'hésitez pas à faire parvenir vos questions, suggestions, anecdotes ou photos de vos réalisations à [labricoleuse@viefeminine.be](mailto:labricoleuse@viefeminine.be) ou à [axelle magazine](mailto:axelle_magazine), 111 rue de la Poste, 1030 Bruxelles.

## MANUEL D'AUTODÉFENSE FÉMINISTE

« Zones à défendre » est un petit manuel destiné à renforcer les femmes dans leur rapport à leur santé sexuelle et reproductive et avec les soignant-es. Conçue par des associations féministes, d'éducation permanente et de promotion de la santé (Bruxelles Laïque, Femmes de droit-Droits des femmes, Femmes et Santé, le GACEHPA, Garance, la Plateforme citoyenne pour une naissance respectée et WomenHelpWomen), cette publication envisage – poétiquement et politiquement – le corps des femmes comme une « zone à défendre », dans un contexte brutal et patriarcal. Destiné à « toutes les femmes et toutes les personnes qui ont un vagin, un utérus et/ou des ovaires, qui consultent ou ont besoin de s'adresser à un-e médecin, un-e gynécologue ou plus largement un-e professionnel-le de la santé », ce guide truffé de références et de pistes d'action, à haut pouvoir renforçant, est accessible à toutes. L'usagère des soins de



santé sexuelle et reproductive y est surnommée avec humour « chattewoman » : « une fusion entre le mot "chatte" qui désigne la vulve (le sexe femelle, dit "féminin"), dont nous sommes fières, et l'héroïne-chatte, Catwoman, qui apparaît dans les comics de Batman. Catwoman est une femme qui a souffert de violence de la part du patriarcat et qui compte bien se défendre ! De la même manière, nous, les chattewomen, nous défendons ! Nous ne voulons plus accepter les mauvais traitements qui peuvent être faits sur nos corps. » Les premiers chapitres sont consacrés au décryptage des violences gynécologiques et obstétricales ; la seconde partie envisage les outils et les moyens d'action, de défense et d'autodéfense. Le manuel aurait dû sortir en mars : confinées et en solidarité avec les professionnel-les de la santé, ses instigatrices ont décidé de le publier sur internet en accès libre. À mettre entre toutes les mains !

www.femmesetsante.be/ressources/zones-a-defendre

### Zones à défendre.

Manuel d'autodéfense féministe dans le cadre de la consultation en santé sexuelle et reproductive  
Collectif, 2020.

## Abonnez-vous, abonnez une amie !

Pour recevoir *axelle* 10 fois par an (8 numéros mensuels, 1 numéro double hors-série janvier-février, 1 numéro hors-série juillet-août), envoyez-nous ce talon (*axelle* service abonnements, rue de la Poste, 111 – 1030 Bruxelles) ou bien faites la demande par mail (abonnement@axellemag.be). Vous pouvez aussi vous abonner directement en ligne : [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be)

- Abonnement d'un an Belgique : **29€**
- Abonnement d'un an Étranger : Europe **64€**, hors Europe **78€**  
(la différence de prix avec la Belgique est due aux frais postaux).
- Je verse .....€ sur le compte BE13 7755 9620 2639 de Vie Féminine  
(BIC : GKCCBEBB) avec la mention « Abonnement *axelle* ».

L'abonnement prend cours dès réception du paiement.

[Attention, si vous êtes membre de Vie Féminine, vous recevez automatiquement *axelle*.  
Infos en page 48]

Mes coordonnées (ou celles de la personne à qui j'offre un abonnement)

Nom et prénom : .....

Rue et n° : .....

Code postal, localité et pays : .....

Courriel : .....

Date et signature

### Offre spéciale nouvelles abonnées

Pour tout nouvel abonnement,  
*axelle* vous offre son hors-série hiver 2020!

#### Féminismes en mouvement : faire monde commun

Pourquoi luttons-nous ? Quelles sont nos stratégies ?  
Nos victoires ? À quels enjeux devons-nous  
porter attention dès demain ?  
Réponses dans ce hors-série qui fait entendre  
et dialoguer des femmes de tous horizons.





# JEU-CONCOURS

À GAGNER, 7 EXEMPLAIRES

DE « FEMMES, RACE ET CLASSE »

**Femmes, race et classe**

Angela Davis  
éditions des femmes –  
Antoinette Fouque 2020,  
336 p., 10 eur.

C'est un essai féministe incontournable dans lequel Angela Davis, historienne et militante féministe et antiraciste américaine, développe une analyse critique des liens, parfois conflictuels, entre le(s) féminisme(s) et les luttes d'émancipation du peuple noir aux États-Unis. Écrit en 1980, *Femmes, race et classe* est toujours d'une grande actualité, avec sa lecture globale des faits historiques et des rapports de force entre dominant-es et dominé-es. L'autrice appelle à ne pas mettre en concurrence les différents systèmes d'oppression – en particulier le sexisme et le racisme –, mais plutôt à les lier au concept transformateur d'égalité pour mieux combattre le capitalisme. Dans une collection consacrée aux classiques du féminisme américain, les éditions des femmes – Antoinette Fouque viennent de publier au format de poche cet ouvrage majeur, désormais plus facilement accessible.

LAVER LE VISAGE	SAISON DES JUILLETISTES	7	PLUS FAMILIER QUE VOUS	POINT DE CONVERGENCE	QUI A ÉTÉ TROP PORTÉ
REMISES EN BON ÉTAT	CHUCHOTER		MOUSSEUX ITALIEN	TRÈS COURT	EXTRAIT L'EAU DE
AVALÉES				ELLE PERMET DE PRENDRE LE PANIER RENFORCE	
PILE	3				
			EXPÉRIENCES		ÉTAT DE MEMPHIS
			SOLDAT AMÉRICAIN		
HURLE, POUR UN LION				IL PROUVE QUE BÉBÉ DIGÈRE	5
LIEU PROTÉGÉ			2	EXTRATERRESTRE	
			PEU DOUCE AU GOÛT		
			ACCORD DE SÉJOUR		
CONJONCTION DE TRANSITION			PAR		À L'INTÉRIEUR DE
CORSET SEXY			TOUT PETIT		PATRIE DES EUDOIS
					CRIER TEL LE MOUTON
VIEILLES COLÈRES				CHANSON À SUCCÈS	
PRONOM PERSONNEL POUR LUI				PAS DES AMATEURS	4
	1		CACHÉ ET RECROQUEVILLE		TETROUVES
			OVATION DU PUBLIC		HAUTE ÉCOLE
L'ASSEMBLÉE LA VOTE					
BLOTTIE			AUTHENTIQUES		
			PERSONNEL		
			6		
ORGANES ABDOMINAUX					
				LOPIN DE TERRE	

Avec les 7 lettres qui figurent dans les cases numérotées, formez un mot se rapportant au thème du jeu-concours.

**À gagner, 7 exemplaires du livre**

Pour tenter de gagner un exemplaire, envoyez-nous, sur une carte postale ou par mail, le mot à découvrir ainsi que vos coordonnées avant le 31 mai :

**axelle jeu-concours,**  
**111 rue de la Poste**  
**1030 Bruxelles,**  
**ou axelle@skynet.be**

Les gagnant-es seront tiré-es au sort parmi les bonnes réponses et averti-es personnellement. Leur nom sera publié en septembre 2020.

**Résultats du jeu-concours de mars 2020**

La solution était « abricot ».  
Ont gagné un recueil  
*Je transporte des explosifs...* :

- Fr. Corlier
- F. Dupuis
- R. Lacroix
- S. Marreiros-Goncalves
- M.-P. Thesin.



www.sportcerebral.be



# Élisabeth Báthory

**Élisabeth Báthory** est née en 1560 en Hongrie. Issue de la noblesse, elle portera le titre de comtesse et celui, moins honorable, de « Dame sanglante ». Elle est promise dès l'enfance au comte Ferenc Nádasdy qu'elle épouse en 1575, emménageant dans son château des Carpates. Lorsque son mari part en guerre contre l'Empire ottoman, Élisabeth Báthory reprend les rênes de leur propriété. Elle donnera naissance à cinq enfants, dont deux décéderont en bas âge. Élisabeth Báthory est une femme érudite : sa correspondance témoigne de

sa connaissance de plusieurs langues étrangères et de son altruisme envers les personnes appauvries par la guerre. Ce constat historique vient contredire le mythe tenace qui l'entoure encore aujourd'hui, celui d'une femme tortionnaire, d'une effroyable meurtrière. En effet, Élisabeth Báthory est rendue responsable de l'assassinat de dizaines de jeunes femmes. Devenue veuve, elle subit un procès inéquitable où ses aveux sont extirpés sous la torture. Les archives du procès témoignent des violences endurées par ses prétendues

## *Derrière la légende sombre*

victimes. Selon ses accusateurs/trices, Élisabeth se serait baignée dans leur sang pour préserver son éternelle jeunesse. En 1610, elle est arrêtée et enfermée dans une pièce de sa propriété où elle décédera 4 ans plus tard. Aujourd'hui encore, historien·nes et amateurs/trices d'obscurs personnages transylvaniens nourrissent ou invalident les croyances populaires qui entourent Élisabeth Báthory : selon certain·es, elle aurait en fait été victime d'une conspiration politique et

familiale. Quoi qu'il en soit, cette femme cultivée et puissante aurait plutôt dû marquer l'histoire par son action politique et charitable. (A.R.) ●

**MARIA MONTESSORI**  
**Bien plus qu'une femme de méthode**

# Vie Féminine, l'égalité



vie féminine

## Vie Féminine est un mouvement féministe, créé par et pour les femmes.

Un peu partout en Wallonie et à Bruxelles, Vie Féminine rassemble des milliers de femmes, de tous âges et de toutes origines. Au sein de ce vaste réseau, elles tissent des solidarités, savourent le plaisir d'agir collectivement, cheminent vers leur autonomie, se mobilisent pour que notre société devienne plus égalitaire, plus solidaire et plus juste. De multiples activités s'organisent : groupes de rencontre, formations, ateliers, actions de sensibilisation... Ensemble, nous combattons la précarité, le sexisme, le racisme, les violences. Nous développons l'autonomie des femmes, afin de faire bouger concrètement notre société. **Rejoignez-nous!**

# pour changer!

[www.viefeminine.be](http://www.viefeminine.be)

[www.facebook.com/VieFeminine](https://www.facebook.com/VieFeminine)

02 227 13 00

## 100 % CONCERNÉE : VIE FÉMININE, J'ADHÈRE !

Vie Féminine édite *axelle*. Pour continuer à recevoir le magazine, vous pouvez vous abonner (voir p. 45). Si vous souhaitez découvrir notre réseau, vous pouvez vous impliquer : en participant à l'une de nos activités, en devenant membre (la cotisation, de 24 euros par an, vous permet de continuer à recevoir *axelle*) ou en faisant un don!

### DEVENIR MEMBRE

Si vous voulez devenir membre de Vie Féminine, une seule solution, la cotisation! Grâce à cette cotisation par année civile, vous marquez votre adhésion à Vie Féminine, vous soutenez son existence et ses projets, vous participez au débat démocratique interne et aux formations nationales, vous recevez le magazine *axelle*, vous bénéficiez du tarif réduit ou gratuit pour les activités et services de Vie Féminine, vous êtes informée des activités organisées dans votre région...

#### Pratiquement, il suffit de :

- transmettre vos coordonnées (nom, prénom, adresse complète, n° de téléphone, courriel) à Vie Féminine : Vie Féminine - Adhésion, 111 rue de la Poste à 1030 Bruxelles ou [adhesion@viefeminine.be](mailto:adhesion@viefeminine.be).

- verser le montant de la cotisation (24 €) sur le compte de Vie Féminine BE33 7775 9958 3146 (BIC: GKCCBEBB), avec la communication "adhésion + votre prénom et votre nom".

### RENCONTREZ-NOUS EN RÉGION ET DÉCOUVREZ NOS ACTIVITÉS LOCALES!

Contactez-nous pour en savoir plus...

**Arlon** : 063 22 56 25;  
[luxembourg@viefeminine.be](mailto:luxembourg@viefeminine.be)

**Ath** : 065 37 26 80;  
[antenne-ath@viefeminine.be](mailto:antenne-ath@viefeminine.be)

**Bruxelles** : 02 513 69 00;  
[bruxelles@viefeminine.be](mailto:bruxelles@viefeminine.be)

**Charleroi/Thuin** : 071 32 13 17;  
[charleroi@viefeminine.be](mailto:charleroi@viefeminine.be)

**Eupen** : 087 55 54 18;  
[frauenliga@skynet.be](mailto:frauenliga@skynet.be)

**Huy** : 085 21 46 52;  
[antenne-huy@viefeminine.be](mailto:antenne-huy@viefeminine.be)

**La Louvière** : 065 37 26 80;  
[antenne-lalouviere@viefeminine.be](mailto:antenne-lalouviere@viefeminine.be)

**Liège** : 04 222 00 33;  
[liege@viefeminine.be](mailto:liege@viefeminine.be)

**Mons** : 065 37 26 80;  
[centrhainaut@viefeminine.be](mailto:centrhainaut@viefeminine.be)

**Mouscron** : 056 33 41 27;  
[picarde@viefeminine.be](mailto:picarde@viefeminine.be)

**Namur** : 081 22 68 74;  
[namur@viefeminine.be](mailto:namur@viefeminine.be)

**Nivelles** : 067 84 13 75;  
[brabant-wallon@viefeminine.be](mailto:brabant-wallon@viefeminine.be)

**Tournai** : 069 35 39 01;  
[antenne-tournai@viefeminine.be](mailto:antenne-tournai@viefeminine.be)

**Verviers** : 087 33 02 47;  
[antenne-verviers@viefeminine.be](mailto:antenne-verviers@viefeminine.be)

**Waremme** : 019 32 30 57;  
[waremme@viefeminine.be](mailto:waremme@viefeminine.be)

### FAIRE UN DON

Vous pouvez effectuer un virement sur le compte BE33 7775 9958 3146 de Vie Féminine - communication "Don". À partir de 40 €, votre don est déductible fiscalement.